

Présentée et soutenue le Mercredi 2 Mai 1934, à 17 h. 1/4

LAIN JUNG

梁貞

JURY... { Président : M. A. GUILLOIS, *Professeur et Doyen*
 { Suffragants { M. BLONDEL, *Agrégé*
 { M. SOUTY, *Chargé de cours*



IMPRIMERIE DU PALAIS — M. PORNON

Place du Palais-de-Justice, 6, Rue Bouhier

1934

hese Dijon



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Présentée et soutenue le Mercredi 2 Mai 1934, à 17 h. 1/4

LAIN JUNG

梁貞

JURY... { Président : M. A. GUILLOIS, *Professeur et Doyen*
 { Suffragants { M. BLONDEL, *Agrégé*
 { M. SOUTY, *Chargé de cours*



Place du Palais-de-Justice, 6, Rue Bouhier

*37080

L'ESPRIT ET LA PRATIQUE

DE LA

CONSTITUTION CHINOISE

THESE POUR LE DEGRÉ DE DOCTEUR EN DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LEIDE

Présentée et soutenue par M. J. VAN DER WOUDE



LA CHINE

貞 梁

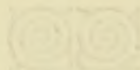
Leiden, le 10 Mars 1880.

Dr. J. VAN DER WOUDE

Dr. J. VAN DER WOUDE

Dr. J. VAN DER WOUDE

Dr. J. VAN DER WOUDE



*La Faculté n'entend donner aucune approba-
tion ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.*

PRÉFACE

SUN-YET-SIN n'a eu qu'un seul but, pendant toute sa vie : essayer de réveiller le sens nationaliste chinois, pour obtenir un gouvernement conforme aux besoins du peuple. Il a exposé sa doctrine vivante dans de nombreux ouvrages, qu'il a écrits, au hasard des révolutions, en Angleterre, en Amérique, en France, au Japon ou en Chine. Persécuté souvent, il n'en a pas moins continué son œuvre de redressement national. Et il a vu ses efforts couronnés de succès, puisque la constitution chinoise de 1928 s'inspire notamment des « *Principes fondamentaux de la Reconstruction nationale* » et du « *Triple Démisme* ».

Mais, si l'on va au delà de l'apparence, on peut se rendre compte que, si cette constitution s'attache, théoriquement, aux idées de SUN-YET-SIN, en pratique, il est loin d'en être de même ; la mise en œuvre des pouvoirs constitutionnels, telle qu'elle existe actuellement, s'écarte notablement du but que visait SUN-YET-SIN. Cette constitution, créée avant tout, pour sauvegarder les intérêts du peuple, ne remplit pas toujours pratiquement son but. Parfois, elle lèse ces intérêts populaires, et elle tend à devenir un régime parlementaire, dirigé, il faut l'avouer, par le capitalisme.

C'est un état de choses regrettable, et que nous déplorons. Peut-être ne s'agit-il que d'une incompréhension partielle des idées de SUN-YET-SIN. Et c'est pour éviter cette erreur que nous voudrions essayer de dégager avec précision l'esprit même de la constitution chinoise.

Notre but est de montrer les tendances générales de cette constitution, d'en saisir la portée et le véritable sens. Il ne faut pas oublier que si l'on a adopté le système des cinq pouvoirs constitutionnels, ce n'est pas à cause du nombre lui-même, mais pour maintenir entre eux une indépendance réelle. Pourquoi cette indépendance ? Pour éviter, d'une part, l'ingérence et la domination du capitalisme ou de toute autre classe sociale dans la politique, et pour sauvegarder, directement et par contre-coup, les intérêts du peuple lui-même, pour arriver à une amélioration notable de l'état social chinois, en un mot pour établir une véritable démocratie et pour écarter le régime parlementaire, qui n'est qu'une caricature de la démocratie.

C'est en tenant le plus grand compte de ces idées fondamentales que nous entreprenons notre étude. Puisse-t-on parvenir à mettre en lumière l'esprit de la constitution chinoise, et obtenir, par la suite, des modifications pratiques, qui permettront de respecter l'idéal de notre héros national.

Dijon, Avril 1934.

INTRODUCTION

En Chine, depuis les âges les plus reculés, la souveraineté nationale a toujours été exercée par le roi. Les constitutions et l'accès du peuple au pouvoir ont sans cesse été considérés comme des choses méprisables. Autrefois, le gouvernement chinois comprenait trois pouvoirs séparés : 1° le pouvoir du roi; 2° le pouvoir d'examen; 3° le pouvoir de contrôle. Le pouvoir du roi comprenait le pouvoir législatif, exécutif et judiciaire. Le pouvoir d'examen, c'est-à-dire le pouvoir de nommer les fonctionnaires sélectionnés par concours, appartenait aussi au roi. Cependant, le chef du pouvoir d'examen, choisi par le roi, pouvait librement exercer sa fonction. Le pouvoir de contrôle agissait quand le roi commettait des fautes ; le chef du pouvoir de contrôle, nommé par le roi, osait alors faire des remontrances au roi pour que celui-ci modifie sa conduite. Dans ce système politique, le peuple, qui ignorait son pouvoir, ne l'exerçait nullement. Aussi, bien que le gouvernement fût mauvais et le roi un véritable despote, le peuple obéissait, mais en murmurant. Depuis deux siècles, les divers systèmes politiques en Europe et en Amérique ont développé trop rapidement le pouvoir du peuple, de sorte que de mauvais gouvernements sont issus

de ce pouvoir, et que toutes les organisations politiques ont été assujetties à la volonté du peuple. A ce moment-là, en Chine, le gouvernement des TCHING réprimait à l'intérieur les citoyens qui désiraient des libertés. Non seulement, il n'essayait pas de donner satisfaction à la volonté du peuple, mais encore il exerçait des représailles pour combattre les manifestations de cette volonté. Aussi, les Chinois sentaient la mauvaise situation intérieure de leur pays; du dehors, ils recevaient l'influence de la politique européenne et américaine ; et ce furent là les causes de la révolution de 1910.

SUN-YET-SIN fut un des *leaders* de la révolution chinoise. Ses idées politiques visent toutes la défense du pouvoir du peuple et le développement de l'opinion du peuple. Il a exprimé sa doctrine politique dans le « *Triple Démisme* » et a proposé le système de la constitution des cinq pouvoirs, qui protège particulièrement le pouvoir et les opinions du peuple. Il savait combien, en Chine, le despotisme royal usurpait les droits de la nation. D'autre part, il s'aperçut, quand la République fut établie, que beaucoup d'armées autonomes détenant le pouvoir d'autorité, employaient leurs forces en vue de succéder au roi. Par exemple, YUN-TCHIE-HAI usurpa le trône de cette façon; LAI-YUN-HON fit dissoudre illégalement la Chambre; CHAN-QHAUNG corrompit les membres de la Chambre pour se faire élire Président de la République. Tous ces agissements étaient faits en violation du pouvoir du

peuple, tout comme le faisait le gouvernement des TCHING. SUN-YET-SIN, averti par cette expérience, proposait, dans la constitution des cinq pouvoirs, qu'il préparait, d'adopter le pouvoir du peuple et de défendre par beaucoup de moyens l'expression de la volonté nationale contre ces chefs d'armées; en même temps, il chargeait son « Koumingtong » de la responsabilité de la conduite du peuple, afin que celui-ci exerçât son pouvoir. SUN-YET-SIN pensait aussi que ceux-là seuls qui ont aidé le mouvement révolutionnaire pour abattre l'impérialisme et ces chefs d'armées autonomes méritaient de prendre part au gouvernement populaire. C'est-à-dire qu'il considérait le pouvoir du peuple comme la récompense des révolutionnaires; si l'on est contre la révolution, ou si l'on n'aide pas cette révolution, on n'a pas naturellement le droit de jouir du pouvoir du peuple. La proclamation lue la première fois à l'assemblée des Représentants nationaux du « Koumingtong » critique ainsi l'école de la « Nouvelle Constitution » (1): « L'erreur de cette école, c'est de croire que tous les malheurs de la Chine viennent du fait qu'elle n'a pas de constitution; si l'on obtient immédiatement une constitution, la situation trouble cessera bientôt. Mais cette école ne pense pas qu'il soit nécessaire de rendre la constitution suffisamment puissante en la mettant sous la protection du peuple. Or, cela n'est pas

(1) Parti politique chinois.

exact; car si on ne le fait pas, on ne peut éviter le danger de la violation de la constitution par les chefs d'armées autonomes. Quand la République chinoise commença à s'établir, une constitution provisoire fut faite et cependant les chefs d'armées autonomes et les politiciens usurpèrent le pouvoir du peuple pour faire des actes illégaux, comme CHOU-QUAUNG, qui se servait de la constitution pour occuper la place du Président de la République. Cette action était évidemment anticonstitutionnelle. Aussi, nous croyons que pour que la constitution s'exerce, il faut d'abord que le peuple puisse protéger cette constitution. Si le peuple n'est pas uni pour cette protection, la constitution, malgré ses lois, sera violée par les ambitieux et toujours paralysée. Cette école ne s'occupe que de la constitution, elle ne recherche pas par quel moyen on la respectera et on l'exercera. Nous savons que cette école ne se dévoue pas pour l'application de cette constitution. Par conséquent, nous proposons que la constitution soit fondée après la disparition de l'impérialisme et des ambitieux. » Il ajoute encore : « Notre Koumingtong propose un pouvoir réservé au peuple révolutionnaire et non à tout le monde. Notre Koumingtong est l'expression du pouvoir du peuple révolutionnaire. Toutes les personnes et les associations qui peuvent lutter contre l'impérialisme et les ambitieux ont le droit de jouir de la liberté et du pouvoir; sinon, quelles qu'elles soient, elles n'ont pas ces droits. »

A cet effet, SUN-YET-SIN propose cinq pouvoirs constitutionnels dont la qualité et l'esprit sont différents de ceux des pouvoirs ordinaires que nous connaissons. Nous examinerons, dans cette thèse, l'esprit et la pratique de la constitution des cinq pouvoirs, qui a pour but notamment de résoudre les difficultés de la démocratie et de défendre le pouvoir du peuple contre le monopole de certains clans politiques et de certains groupes particuliers. En même temps, nous verrons comment cette constitution arbitre le conflit entre les différentes classes de la société. Disons tout de suite qu'elle maintient les avantages du capitalisme tout en étant favorable au prolétariat, et qu'elle est en un mot un médiateur impartial ou un moyen terme entre le capitalisme et le prolétariat.

CHAPITRE I

La Doctrine Constitutionnelle des cinq pouvoirs.

Actuellement, on essaye d'appliquer, en Chine, la constitution des cinq pouvoirs qui a été proposée par SUN-YET-SIN. En quoi consiste cette constitution des cinq pouvoirs ? En dehors du pouvoir exécutif, du pouvoir législatif et du pouvoir judiciaire, il y a encore le pouvoir de contrôle qui s'est séparé du pouvoir législatif, maintenant indépendant; et le pouvoir d'examen qui s'est détaché du pouvoir exécutif. On croit que SUN-YET-SIN, en proposant la constitution des cinq pouvoirs, a voulu éviter, d'une part, le cumul du pouvoir législatif avec le pouvoir de contrôle, ce qui pourrait permettre au parlement, par suite de sa force, de renverser souvent le gouvernement; et, d'autre part, le cumul du pouvoir exécutif avec le pouvoir d'examen, ce qui pourrait permettre au gouvernement de favoriser trop nettement ses partisans. Mais la constitution des cinq pouvoirs ne présente pas une

séparation radicale des pouvoirs. L'action de ceux-ci est ramenée à l'unité, parce qu'ils s'exercent tous sous le contrôle de l'Assemblée des Représentants du peuple. *L'Histoire de la révolution chinoise* s'exprime ainsi (1) : « ... Après six ans de sécurité nationale, chaque arrondissement arrivé complètement à l'autonomie, doit élire un délégué pour composer l'Assemblée des Représentants du peuple qui forme la constitution des cinq pouvoirs. Le gouvernement central comprendra cinq pouvoirs ou « Yuans » : le « Yuan » exécutif, le « Yuan » législatif, le « Yuan » judiciaire, le « Yuan » d'examen et le « Yuan » de contrôle. Après la formation de la constitution, les citoyens de chaque arrondissement éliront le Président de la République, qui organisera le « Yuan » exécutif, et les parlementaires chargés du « Yuan » législatif. Quant aux chefs du « Yuan » judiciaire, du « Yuan » d'examen et du « Yuan » de contrôle, ils seront nommés par le Président de la République avec la permission du « Yuan » législatif. Mais ces trois chefs ne sont pas responsables devant le Président de la République et le « Yuan » législatif. Les cinq « Yuans » sont responsables devant l'Assemblée des Représentants du peuple. Si le chef et les agents de chaque « Yuan » commettent des fautes dans leurs fonctions, ils en seront relevés par le « Yuan » de

(1) *Histoire de la révolution chinoise*, publiée par les soins du Koumingtong, 1924.

contrôle après avis de l'Assemblée des Représentants du peuple; pour la même raison, le chef et les agents du « Yuan » de contrôle peuvent être relevés et révoqués directement par l'Assemblée des Représentants du peuple. La principale attribution de l'Assemblée des Représentants du peuple, c'est de modifier la constitution et de réprimer les fautes des agents de chaque « Yuan ». Les « *Principes fondamentaux de la Reconstruction nationale* » disent que l'Assemblée des Représentants du peuple a le droit d'élire et de révoquer les membres du gouvernement central, ainsi que le droit d'initiative et le droit de référendum pour les lois du gouvernement central. Les candidats à l'Assemblée des Représentants du peuple, les membres des cinq « Yuans » et tous les agents nationaux sont nommés par le « Yuan » d'examen. Cet ensemble forme les cinq pouvoirs constitutionnels... » Par conséquent, nous pouvons résumer la doctrine des cinq pouvoirs constitutionnels de la manière suivante :

1° Chaque arrondissement qui est arrivé complètement à « l'autonomie » a le droit d'élire un représentant pour composer l'Assemblée des Représentants du peuple. Mais l'arrondissement n'acquiert cette autonomie qu'après le recensement de la population, l'arpentage des terrains, l'organisation de la police, l'établissement de voies de communication; et tout ceci doit être fait en tenant compte des théories de SUN-YET-SIN.

2° Le pouvoir de contrôle s'est séparé du pouvoir législatif; et le pouvoir d'examen s'est séparé du pouvoir exécutif. Ce système est donc différent de celui des trois pouvoirs constitutionnels fondamentaux.

3° Les membres de l'Assemblée des Représentants du peuple, le Président de la République, les membres du « Yuan » législatif, sont élus directement par le peuple. Les chefs des « Yuans » judiciaire, d'examen et de contrôle sont nommés par le Président de la République avec la permission du « Yuan » législatif; mais ils ne sont pas responsables devant le Président de la République et le « Yuan » législatif. Les cinq « Yuans » sont responsables devant l'Assemblée des Représentants du peuple.

4° Nous avons vu, d'autre part, que le « Yuan » de contrôle, aidé de l'Assemblée des Représentants du peuple, est chargé de réprimer les fautes des chefs et des fonctionnaires de chaque « Yuan » et de les relever de leurs fonctions.

5° Enfin, nous savons déjà que le « Yuan » d'examen a pleins pouvoirs pour choisir les candidats à l'Assemblée des Représentants du peuple, les membres des cinq « Yuans » et tous les agents des ministères et des administrations.

CHAPITRE II

La doctrine des cinq pouvoirs constitutionnels devant le droit.

Au point de vue strictement juridique, la reconnaissance de cinq pouvoirs constitutionnels n'a pas une grande importance. Bien plus, sur beaucoup de points, elle est contraire à la logique juridique et aux principes du droit. C'est ce que nous voulons essayer de montrer, en exposant dans ce chapitre une critique possible des doctrines de SUN-YET-SIN.

1° Le système de la séparation des pouvoirs n'est pas conforme aux tendances législatives actuelles. — La théorie de la séparation des pouvoirs a été créée par LOCKE, puis MONTESQUIEU l'a développée et son travail constitue actuellement la célèbre théorie des trois pouvoirs. La doctrine de MONTESQUIEU était fondée sur l'ancien système politique anglais; mais vers la moitié du XVIII^e siècle, en Angleterre, un gouvernement parlementaire tendait à s'installer et à réunir le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. MONTESQUIEU alla en Angleterre

pour y étudier l'organisation politique. Il méprisait cette transformation du système politique anglais, car il voyait dans l'ancien système l'application du principe de la séparation des trois pouvoirs, en quoi il se trompait dans son observation. Dans la suite, les législateurs des Etats-Unis appliquèrent à leur tour cette théorie. C'est pourquoi la constitution des Etats-Unis est conçue tout à fait dans l'esprit de la séparation des trois pouvoirs. Puis les Fédéraux américains et les Etats indépendants du Midi et du Sud d'Amérique établirent une constitution inspirée du système de la séparation des trois pouvoirs aux Etats-Unis. Mais, vers la moitié du XIX^e siècle, le mouvement constitutionnel en Europe se détacha de la théorie de la séparation des trois pouvoirs : la France, l'Allemagne, l'Italie, etc., élaboraient des constitutions qui instituaient un régime s'inspirant du gouvernement parlementaire ; elles n'adoptèrent pas le système de séparation des trois pouvoirs. Quant à la constitution d'autonomie des colonies anglaises, elle ressemblait à la constitution de l'Angleterre. Après la grande guerre, les constitutions nouvelles : allemande, polonaise, tchécoslovaque, établirent des gouvernements parlementaires ; le comité soviétique est aussi, malgré les apparences, un système parlementaire. Par conséquent, nous voyons que la tendance législative actuelle, dans tous les pays, c'est de suivre le principe de collaboration des pouvoirs et de s'écarter du principe de la séparation des pouvoirs.

La seule constitution où les pouvoirs soient séparés est celle des Etats-Unis. Et encore, de nos jours, les Etats-Unis ont modifié cette constitution. Par exemple, les actes législatifs sont, en principe, la prérogative des Chambres. Cependant, le Président de la République des Etats-Unis, sous la pression de certaines circonstances, profitant de son expérience administrative, convoque les députés et les sénateurs au Congrès de son parti, avant d'exercer son pouvoir de *veto*, à la Maison-Blanche; il leur demande de présenter son opinion à la Chambre. En général, il demande directement par son message présidentiel que le Congrès fasse la loi. Il est évident que le pouvoir exécutif s'immisce dans les actes législatifs. De plus, c'est une coutume que le Président de la République des Etats-Unis vienne faire une conférence à la Chambre, comme s'il voulait représenter le pouvoir législatif. Tout cela semble être fait pour compléter le système parlementaire en atténuant les inconvénients de la séparation des trois pouvoirs. Nous pouvons ainsi conclure en disant que le système des trois pouvoirs tend à disparaître. Et si l'on distingue encore deux pouvoirs en plus des trois pouvoirs, si l'on reconnaît l'existence de cinq pouvoirs indépendants, cela est tout à fait contraire aux tendances législatives modernes.

2° L'augmentation du nombre des pouvoirs n'est pas nécessaire. — Aux trois pouvoirs ordinaires (exécutif, législatif, judiciaire), s'ajoutent encore le

pouvoir d'examen et le pouvoir de contrôle. Ce nombre ne se justifie pas au point de vue juridique, et ce n'est pas une création théorique; car dans un gouvernement, combien avons-nous de pouvoirs importants et quels sont ces pouvoirs? Autrefois, les auteurs n'avaient pas de théorie certaine. D'après LOCKE, le gouvernement comprendrait le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif et le pouvoir fédératif. Les partisans de la doctrine de la séparation des pouvoirs se réclament de MONTESQUIEU: « Il y a dans chaque Etat trois sortes de pouvoirs: la puissance législative, la puissance exécutive des choses qui dépendent du droit des gens, et la puissance exécutive de celles qui dépendent du droit civil. » Les législateurs des Etats-Unis distinguaient évidemment le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif, le pouvoir judiciaire. On voit que le système de la séparation des pouvoirs de LOCKE réunit la justice au pouvoir exécutif, et que celui de MONTESQUIEU se perd dans les considérations générales. Dans la constitution des Etats-Unis, le pouvoir diplomatique est réuni à l'administration, ou bien à la législation et à l'administration, parce que dans ce pays, le Président de la République et les Chambres tiennent ensemble le pouvoir diplomatique. En outre, LOCKE expose une séparation des pouvoirs dans laquelle ceux-ci ne sont pas délimités avec certitude; on peut y trouver, soit deux, soit trois pouvoirs; car il s'attache surtout à séparer le pouvoir législatif du pouvoir exécutif. Quant au pouvoir

fédératif et au pouvoir exécutif, il considère qu'ils ne sont pas nécessairement distincts. Et cependant, c'est cette même théorie qui a proposé la séparation des pouvoirs ! Mais combien de pouvoirs faut-il distinguer ? On ne le sait pas exactement ; les opinions sont loin d'être unanimes à ce sujet et la qualité des trois pouvoirs n'est pas unique ni précisée. Les doctrines du droit ne considèrent pas comme important qu'il y ait deux ou trois pouvoirs ; on peut les réduire à deux ou au contraire en distinguer quatre ou cinq. Théoriquement, on ne peut justifier ces créations. Si l'on commence à séparer dans un gouvernement les pouvoirs, on peut poursuivre cette séparation sans limite ; on peut par exemple séparer le pouvoir d'éducation, d'armée, de finances, de diplomatie, etc., sans inconvénient. Et trois pouvoirs peuvent se développer en cinq pouvoirs. Ensuite cinq pouvoirs pourront se séparer en sept, huit ou neuf pouvoirs. Par conséquent, on peut contester le nombre des pouvoirs séparés et cette théorie en droit n'est pas très importante. Trois pouvoirs constitutionnels se changent en cinq pouvoirs sans raison appréciable et sans acquérir, en même temps, beaucoup de valeur.

3° L'indépendance du pouvoir de contrôle est une solution imparfaite. — En ce qui concerne l'indépendance du pouvoir de contrôle, on peut dire que c'est une séparation sans raison valable. Le système de séparation des pouvoirs, à ce point de vue, permet à tous les pouvoirs de se contrôler et de se

freiner mutuellement. Certains auteurs considèrent que dans le gouvernement, un pouvoir peut tempérer l'autre, pour maintenir ainsi la liberté du peuple. Ce principe est contenu dans l'adage : « Le pouvoir arrête le pouvoir. » LOCKE et MONTESQUIEU avaient créé une théorie de la séparation des pouvoirs basée sur ce principe; ils craignaient, à ce moment-là, que le gouvernement, ayant trop de pouvoir, ne se développe avec excès et ne prenne une allure despotique. Aussi, proposaient-ils que les pouvoirs soient mis en opposition et se contrôlent mutuellement, pour que la monarchie soit tempérée et pour que la liberté du peuple ne soit pas en même temps violée. Les législateurs des Etats-Unis ont suivi cette tendance commune à LOCKE et à MONTESQUIEU. Ainsi, dans la constitution des Etats-Unis, le pouvoir de contrôle appartient à chaque pouvoir (pouvoir législatif, exécutif, judiciaire). Les Chambres peuvent naturellement contrôler le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire. Cependant, le Président de la République et les tribunaux tiennent une partie du pouvoir de contrôle : par exemple, le Président de la République a le droit de révoquer et de relever les juges qui ont violé les lois; ici, le pouvoir exécutif contrôle le pouvoir judiciaire. De même, si les Chambres font des lois qui paraissent au Président de la République contraires à la constitution ou qui violent ouvertement les intérêts du peuple, le Président peut exercer son droit de *veto* et obliger les

Chambres à les réviser. Ici, le pouvoir exécutif contrôle le pouvoir législatif. L'auteur anglais BRYCE dit que le droit de *veto* du Président de la République des Etats-Unis lui est confié par le peuple pour contrôler ses représentants (Chambre). Ainsi, nous voyons que, dans l'organisation du gouvernement des Etats-Unis, le Président de la République est contrôlé par les Chambres et les Chambres sont aussi contrôlées par le Président de la République.

Quant aux tribunaux, ils exercent aussi un droit de contrôle vis-à-vis de l'exécutif et du législatif. Par exemple, ils ont le droit de juger les administrateurs pour forfaiture et actes illégaux. La cour suprême est juge de la constitutionnalité des lois. Si la cour suprême déclare que la loi n'est pas constitutionnelle, son application est immédiatement paralysée. De ce fait, la cour suprême exerce un pouvoir de contrôle sur le législatif plus fort que le droit de *veto* du Président de la République. Ainsi, le pouvoir de contrôle n'appartient pas seulement, dans le système de séparation de trois pouvoirs, au législatif, en réalité il est partagé entre chaque partie du gouvernement. Si l'on fait du pouvoir de contrôle un pouvoir complètement indépendant et distinct, il est à craindre qu'il ne change totalement la physionomie du droit et qu'on n'en vienne à un état de choses exactement contraire au principe de séparation des pouvoirs.

Ainsi, nous le voyons, la reconnaissance des cinq pouvoirs constitutionnels n'est pas d'une technique

juridique précise. Mais, en réalité, ce n'est là qu'une apparence purement juridique. Car, pour comprendre la valeur et l'esprit des cinq pouvoirs constitutionnels, ce n'est pas sur le terrain strict de la technique juridique qu'il faut se placer. Dire qu'il ne s'agit que des trois pouvoirs ordinaires transformés en cinq, ou parler de l'indépendance du pouvoir de contrôle, ou de la séparation des pouvoirs, cela n'a pas d'importance, à ce point de vue.

En effet, l'esprit des cinq pouvoirs constitutionnels réside entièrement dans le pouvoir d'examen. Et la valeur de ce dernier ne dépend pas même de son indépendance, elle est en relation étroite avec le système d'examen.

CHAPITRE III

L'esprit des cinq pouvoirs constitutionnels.

Nous venons de le dire, l'esprit des cinq pouvoirs constitutionnels réside dans l'aménagement d'un pouvoir d'examen indépendant.

Mais il faut déjà savoir que ce système s'applique à tous les fonctionnaires du gouvernement et qu'il comprend deux parties: 1° l'examen des administrateurs, 2° l'examen des candidats à l'éligibilité. L'examen des administrateurs, en Angleterre et aux Etats-Unis, a commencé à s'exercer au XIX^e siècle, et en France au XVII^e siècle. Il n'a donc pas été créé par SUN-YET-SIN. Par contre, l'examen des candidats à l'éligibilité est peu pratiqué dans les différents pays du monde; ce système a été créé en Chine par SUN-YET-SIN. Si nous voulons comprendre le point de vue de l'examen des candidats à l'éligibilité, il nous faut avant tout comprendre l'une des difficultés de la démocratie actuelle.

SUN-YET-SIN a exposé la doctrine du « pouvoir du peuple » et la distinction entre « la souveraineté

nationale » et le « pouvoir d'autorité », que l'on peut considérer comme une solution des difficultés de la démocratie. Le système de l'examen des candidats à l'éligibilité est une façon d'appliquer cette distinction. Et c'est un excellent moyen d'éviter les difficultés de la démocratie.

Si nous voulons comprendre ces difficultés, il faut nécessairement étudier la démocratie et la comparer avec d'autres systèmes politiques. Ensuite, nous pourrons voir que le système des cinq pouvoirs est indispensable pour vaincre les difficultés dans lesquelles se trouve la démocratie actuelle, c'est-à-dire le gouvernement par le peuple. Autrement dit, il faut connaître d'abord l'histoire politique des maladies de la démocratie; nous pourrons rechercher et comprendre ensuite les moyens d'y remédier.

Dans l'histoire politique, il y a une règle commune, c'est : « Quel que soit l'homme qui détient la souveraineté nationale, il faut choisir un groupe de capacités qui dirigera les affaires nationales. » Tantôt la souveraineté se concentre dans la main d'un seul homme : c'est la « monarchie »; tantôt elle réside dans la main de quelques hommes : c'est « l'aristocratie »; et tantôt elle se divise dans tout le peuple : c'est « la démocratie ». Mais que ce soit dans la monarchie, l'aristocratie ou la démocratie, il faut nécessairement choisir un groupe de personnes capables, ou de sages, qui organisent le gouvernement pour maintenir la sécurité sociale et soutenir les intérêts du peuple. Ainsi que le dit

SUN-YET-SIN: « On détient la souveraineté, alors « on a le droit de... », on dirige les affaires, alors « on a le pouvoir de... »; le droit constitue la souveraineté nationale; le pouvoir constitue le pouvoir d'autorité. Le groupe de la souveraineté nationale revêt différentes formes : un homme, une minorité, une majorité; le groupe du pouvoir d'autorité est souvent une minorité. » Mais souvent le groupe de la souveraineté nationale varie d'après le groupe du pouvoir d'autorité; c'est-à-dire que la différence du système politique implique un système différent pour le choix des capacités. Nous allons maintenant montrer les systèmes suivant lesquels la monarchie, l'aristocratie et la démocratie choisissent les « capacités » et examiner les difficultés particulières que présente chaque régime politique.

Le choix des capacités est très facile dans l'aristocratie, car dans ce système le groupe de la souveraineté et le groupe d'autorité sont souvent équivalents. Mais dans le système monarchique, le groupe de la souveraineté se réduit à un seul homme. Quel qu'il soit et malgré ses capacités, il ne lui est pas possible de diriger seul les affaires nationales; dans ces conditions, il doit choisir un autre groupe de capacités pour l'aider à diriger les affaires nationales. Dans le système démocratique, le groupe de la souveraineté est représenté par la majorité, mais cette majorité ne peut pas occuper toutes les places de fonctionnaires et à plus forte raison, conserver toute l'autorité. Ainsi, dans la

monarchie et la démocratie, le groupe de la souveraineté et le groupe de capacités ne sont jamais les mêmes, mais dans l'aristocratie le groupe de la souveraineté est supérieur en nombre à celui de la monarchie et, d'autre part, inférieur à celui de la démocratie; par conséquent, ce système permet de diriger facilement les affaires nationales. Cette aristocratie détient le pouvoir politique et les chefs sont choisis d'après leurs travaux personnels et les charges sont héréditaires. Ce système politique est solide, car tout chef peut préparer ses descendants à l'exercice de sa charge. Dans la monarchie et la démocratie, la fortune de l'enfant ne peut faire prévoir son avenir et ses capacités sont souvent négligées. Dans l'aristocratie, au contraire, les enfants sont préparés dès l'enfance, ils savent que les emplois de leurs pères sont des charges héréditaires, aussi se préparent-ils à leur fonction avant de l'occuper et pendant cette longue initiation, ils acquièrent, même s'ils sont médiocres, suffisamment de sagesse pour diriger la vie nationale.

Par conséquent, dans l'aristocratie, le groupe de la souveraineté est en même temps le groupe des capacités. Et, par conséquent, il n'est pas besoin de choisir d'autres « capacités » pour aider à la direction des affaires. Il n'existe pas d'autre groupe de capacité, car dans l'aristocratie, l'éducation est souvent restreinte, le groupe aristocratique se forme particulièrement par l'éducation et l'expérience politique. Mais le peuple est alors complète-

ment négligé. Nous pouvons donc dire que, dans l'aristocratie, les connaissances constituent un privilège; ainsi le peuple n'a pas de souveraineté en même temps qu'il n'a pas de capacités, tandis que le groupe aristocratique a non seulement la souveraineté, mais aussi les capacités.

Dans le système monarchique, la souveraineté nationale est représentée uniquement par le monarque, mais le pouvoir d'autorité est accessible à tous; c'est donc un système différent du système aristocratique où la souveraineté nationale est représenté par un groupe plus ou moins vaste, tandis que le pouvoir d'autorité est monopolisé par ce groupe. Et si le pouvoir d'autorité constitue le monopole de quelques privilégiés, il ne sera pas possible de trouver un moyen pour choisir les meilleurs et les plus sages pour gouverner. En Chine, au temps de TCHING-CHOU, il en était ainsi. A ce moment, il n'y avait ni examen, ni élection; mais le gouvernement ne craignait pas de manquer de sages et d'hommes compétents pour diriger les actes nationaux, car les charges étaient alors héréditaires et dans le domaine privé de ceux qui les détenaient.

En Europe, au XVI^e siècle, la situation était la même, les offices étaient héréditaires, l'Etat n'était pas obligé de recourir à l'examen ou à l'élection pour choisir les dirigeants. Ainsi, dans le système aristocratique, on n'a pas besoin de choisir les gouvernants, il n'y a pas de mode spécial de choix des sages et cela évite toutes les autres difficultés.

Dans la monarchie, la souveraineté est détenue par un seul homme. Quelles que soient sa personne et ses capacités, il faut bien chercher dans le peuple les sages ou les capacités qui l'aideront pour décider des actes nationaux. Mais par quel moyen va-t-il les choisir ? Nous devons chercher à le savoir. Dans l'aristocratie, l'intellectuel est un privilégié, la catégorie des sages est très étroite, et leur choix n'est pas difficile. Mais dans la monarchie, sauf le roi, tous les gens sont égaux ; l'instruction et l'éducation sont naturellement publiques, les sages et les ignorants demeurent tous sur un même pied d'égalité sociale. Que le roi choisisse de lui-même les sages, cela lui est difficile ; il faut nécessairement créer un système dans ce but. Aussi les systèmes pour choisir des gouvernants ont-ils été créés d'abord par la monarchie.

Pour s'exercer sans inconvénients, le système de choix des gouvernants doit se concilier avec les principes vitaux de la monarchie ; sinon, on risque de renverser ces principes monarchiques, c'est-à-dire que la monarchie pourrait se changer en aristocratie ou en démocratie (il en est de même dans la démocratie). C'est pour cela que le roi concentre son attention sur le choix des gouvernants, choix qui n'est pas toujours très facile. La première règle de la monarchie est la suivante : « Tous mes sujets sont égaux et je suis seul le maître. » Pour que le système de choix des gouvernants ne s'oppose pas à cette règle, il faut choisir au sein du peuple tout

entier, sans autre considération, les sages et les capacités, pour leur donner le pouvoir d'autorité. De cette façon, la monarchie ne se transforme pas en aristocratie. Quant à la deuxième règle de la monarchie, elle est : « La prépondérance est occupée par le roi seul. » Pour que le système de choix des gouvernants ne s'oppose pas à ce principe, il faut nécessairement que le roi seul ait le droit de choisir, sinon, si celui-ci agit d'après les conseils du peuple, par ce moyen, le système du choix des gouvernants peut transformer la monarchie en démocratie.

La monarchie, en Europe, a suivi la première règle ; depuis l'Empire romain jusqu'au XIX^e siècle, le roi n'a jamais accordé le pouvoir d'autorité au peuple ; il a conservé pour lui seul l'exercice de la souveraineté nationale. Mais le pouvoir d'autorité était souvent exercé par le groupe de la noblesse. Pourtant, le peuple contenait des gens capables et sages, mais le gouvernement ne choisissait presque jamais dans son sein les membres des administrations. Aussi peut-on bien dire que la monarchie, en Europe, était une forme de l'aristocratie.

En Chine, à l'époque de CHUN-KOUA (200 ans après CONFUCIUS, 300 avant J.-C.), la monarchie a connu ce danger, bien que le pouvoir d'autorité n'était pas occupé tout entier par le groupe de la noblesse. SOU-CHAN et TCHANG-Y, qui furent nommés chanceliers, étaient des roturiers, par exemple. Mais l'Etat n'avait pas encore établi un système où

les roturiers pouvaient être nommés administrateurs. Le pouvoir d'autorité n'était pas encore accessible à tout le peuple.

A l'époque d'OUEST-HON (400 ap. CONFUCIUS, 100 av. J.-C.), on commença à créer le système du choix des « honnêtes gens ». Ce système comprenait l'examen et la présentation. L'examen se passait devant les sages, la présentation était l'appréciation de la réputation par le peuple. Ce système permettait à tous d'accéder au pouvoir d'autorité. Mais la présentation contrevenait à la deuxième règle de la monarchie que nous avons indiquée ci-dessus. A ce moment-là, CON-SUNE-HONG, WOUN-HAING, qui purent devenir chanceliers, étaient des roturiers. Ainsi, en Chine, le système du choix des « honnêtes gens » permit pour la première fois au peuple d'accéder à l'exercice du pouvoir d'autorité.

Après l'époque de TONG-DOU (900 ap. CONFUCIUS, V^e siècle ap. J.-C.), le système de choix des « honnêtes gens » fut peu à peu délaissé et en même temps les volontés populaires devinrent de plus en plus puissantes, puisque le peuple pouvait exercer le droit de choisir les gouvernants. Mais cette période fut brève. On établit « le système des neuf séries de commissions d'agents », basé, pour la nomination ou la révocation des agents, sur la réputation de ces agents dans le peuple. Cette méthode, en théorie, s'opposait nettement au deuxième principe de la monarchie; mais, en pratique, au contraire, d'après ce système, il arrivait que « les pre-

nières places n'étaient pas occupées par les roturiers, ni les dernières par la noblesse ». Enfin, le pouvoir d'autorité était occupé par le groupe de la noblesse. A cette époque, en Chine, il y avait, peut-on dire, un système politique prenant une forme aristocratique; ce ne fut pas un système entièrement monarchique.

A l'époque de CHU-TANG (1000 ap. CONFUCIUS, VI^e s. ap. J.-C.), le mandarinisme existant en Chine, la monarchie était très solide. Car le mandarinisme avait concilié la première et la deuxième règle de la monarchie. Dans le mandarinisme, les détenteurs du pouvoir d'autorité étaient choisis d'après une méthode analogue au système du choix des « honnêtes gens ». Mais la partie de ce dernier système, qu'on appelait la présentation, c'est-à-dire la critique populaire, avait été totalement supprimée. Par conséquent, à partir du moment où le mandarinisme fut créé, la monarchie chinoise n'eut plus à s'inquiéter de la façon dont serait partagé le pouvoir d'autorité; et le pouvoir du peuple ne put se développer. Ce genre de monarchie chinoise connut un succès particulier.

Dans la démocratie proprement dite, comme dans l'aristocratie, il n'y a pas besoin d'un système pour choisir les gouvernants. Car le principe de la démocratie est: « Liberté naturelle, égalité naturelle », c'est-à-dire que tout le monde a le même droit et le même pouvoir; autrement dit, aucun individu ne gouverne ni ne dirige les autres. Aussi

la première condition de la démocratie, c'est que tout le monde a le droit d'intervenir dans la politique. La théorie du « droit de l'homme » de ROUSSEAU expose ce principe. Il y a 2.000 ans, Athènes appliquait cette règle, de sorte que la démocratie d'Athènes n'avait besoin ni de parlement, ni de représentants. Tout le peuple était présent au plébiscite et décidait des actes nationaux. Les administrateurs et les juges n'étaient pas choisis par l'examen ou l'élection. Ils étaient désignés par tirage au sort. Celui qui était ainsi choisi était administrateur; c'est dire que l'égalité était la même pour tous. Athènes croyait être sous un régime démocratique et ne distinguait pas la capacité ou l'incapacité. L'Athénien avait le droit et il avait aussi le pouvoir. Cependant, nous pouvons dire que dans ce système, se glisse une erreur, car le droit et le pouvoir ne sont pas distingués.

D'autre part, le système d'intervention directe du peuple, dans la politique, ne peut s'accomplir que dans un petit Etat. ROUSSEAU disait: « La démocratie n'existe que pour les petites nations. » Mais, au XVIII^e siècle, beaucoup de grands Etats adoptèrent le régime démocratique, par exemple, les Etats-Unis, la France, etc... Cette adoption eut une grande influence sur le principe de la démocratie; elle transforma cette dernière en l'entraînant vers le « système parlementaire ». Actuellement, la démocratie n'est, en pratique, qu'un « système représentatif et même parlementaire ». Il n'y a plus

de démocratie proprement dite, c'est-à-dire de gouvernement par le peuple.

Dans le système parlementaire, la souveraineté et l'autorité se distinguent nettement; car la doctrine parlementaire ne donne pas à tout le peuple l'autorité, mais le peuple peut choisir les candidats qui le représenteront pour diriger les actes nationaux. Aussi, dans le système représentatif, le choix des gouvernants est une question très importante. Mais le système représentatif présente deux dangers en ce qui concerne la méthode de choix des gouvernants: 1° On choisit les candidats qui constituent désormais un groupe particulier; alors, le pouvoir d'autorité est monopolisé facilement par ce groupe, de sorte que le système parlementaire devient peu à peu un système aristocratique. Ce danger est le même que dans la monarchie. 2° Si le droit de choisir les gouvernants est exercé par un seul homme, cela peut transformer la démocratie en monarchie ou en dictature. Il n'y a plus de différence avec le système de choix des gouvernants dans la monarchie.

On ne peut éviter ces deux écueils que par l'élection. Car ce moyen permet de donner le pouvoir d'autorité à tout le peuple, et d'autre part, il permet au peuple de nommer ou révoquer à son gré les gouvernants; c'est le principe de la démocratie actuelle, c'est-à-dire le système représentatif.

Comparons le système d'examen chinois avec le système d'élection européen et américain. Les deux

méthodes peuvent donner le pouvoir d'autorité au peuple et en même temps ils peuvent empêcher la renaissance de l'aristocratie ; c'est le même but que poursuivent ces deux systèmes. Mais le droit de choisir dans le système d'examen est exercé par le roi ; le droit de choisir dans le système d'élection est exercé par le peuple ; c'est la différence entre ces deux méthodes. Dans la monarchie, le système d'examen est un excellent moyen pour choisir les gouvernants, comme dans la démocratie le système d'élection. Chaque système a d'ailleurs ses qualités propres.

Quand SUN-YET-SIN propose que « le candidat à l'éligibilité soit nommé à l'examen », il réunit « examen » et « élection » en même temps. Ce système comprend donc deux principes qui s'opposent toujours. Que peut-on tirer de cette façon d'agir ? En Chine, le système d'examen pouvait faire la monarchie solide. Par contre, en Europe et en Amérique, le système d'élection n'est pas encore une solution pour résoudre les difficultés de la démocratie. Il faut exiger l'examen qui diminue ces difficultés.

Le régime d'élection est logique dans la démocratie actuelle. En théorie, c'est un moyen parfait pour le choix des gouvernants. En fait, son expérimentation, non seulement ne résoud par la difficile question de la démocratie, mais elle rend même le problème de la démocratie plus embarrassé et plus trouble. Le système d'élection n'est pas aussi facile

à réaliser que le système d'examen. Le droit de choix par examen exercé par un seul homme est aisément praticable. Le droit de choix par élection exercé par tout le peuple est difficilement réalisable, celui-ci prenant avec peine une décision. D'autre part, si l'Etat est immense, le pouvoir par le peuple ne peut s'exercer directement. Le peuple veut connaître celui qui est capable, et ce n'est pas chose facile. Aussi, dans la démocratie, quand le peuple exerce son droit de vote, il éprouve quelques difficultés du fait qu'il ne sait pas élire celui qui est capable; sans doute, il juge que quelqu'un peut être élu, mais ce n'est jamais à l'unanimité. Si l'on veut que les électeurs puissent former à ce point de vue une unanimité, il faut réduire le nombre des candidats à l'éligibilité, pour que le nombre de voix ne s'éparpille pas. C'est pourquoi, actuellement, dans les Etats démocratiques, les partis politiques désignent le candidat à l'éligibilité. Le peuple, alors, le jour de l'élection, peut élire un ou quelques-uns de ces candidats ainsi désignés. Mais, par qui est désigné ce candidat ? Par un seul homme, ou un groupement, ou une association. Cela est important à noter. Car, ainsi, le résultat atteint par la démocratie actuelle, c'est de donner seulement au peuple un pouvoir d'élection, ce pouvoir d'élection s'étendant seulement au candidat désigné. Or, celui-ci est choisi par un parti. En sorte que le pouvoir du peuple est secondaire et bien moins important que le choix premier opéré par le parti.

Le droit de nomination du candidat à l'éligibilité appartient, dans la nation démocratique actuelle, aux partis politiques. Le caractère personnel des partis politiques et leurs moyens de nomination des candidats à l'éligibilité constituent une question importante. Nous savons que l'organisation des partis politiques est apparemment démocratique et qu'elle est en réalité plutôt aristocratique. En effet, c'est le peuple qui organise le parti politique, mais c'est le parti politique qui domine le peuple. Les partis politiques actuels sont gouvernés presque toujours par les comités centraux et la direction de ces comités appartient à quelques chefs. Il faut donc d'abord connaître ces chefs et savoir si leurs idées ont été dictées par leur propre conscience. Nous savons qu'en général, au contraire, ces chefs ne décident pas par eux-mêmes, mais sous l'impulsion de quelques maîtres qui les dirigent. Ces maîtres sont surtout quelques capitalistes et quelques propriétaires terriens. Ils sont partisans d'une politique qui sert leur intérêt et indirectement, c'est le capitalisme qui nomme le candidat à l'éligibilité. En réalité, les chefs de partis politiques sont les domestiques des classes riches, autrement dit, les partis politiques sont certainement des organes dirigés par le capitalisme. Par exemple, les socialistes conservateurs anglais obéissent au capitalisme dans la partie nord-ouest de l'Angleterre. Les socialistes libres anglais sont fidèles aux capitalistes dans la partie sud-est. Aux Etats-Unis,

les républicains sont aussi les esclaves du régime capitaliste dans les Etats du Nord-Est, et de même les démocrates dans les Etats du Sud. Ce ne sont pas seulement les communistes qui font ce reproche, mais aussi les historiens politiques dans leurs critiques l'ont unanimement reconnu. Dans ces conditions, les partis politiques présentent aux élections des candidats dont l'activité politique ne correspond pas à l'esprit de ces partis.

C'est en Amérique que cette méthode de nomination des candidats à l'éligibilité est encore la meilleure. Cependant, elle a bien des imperfections. Quand les partis politiques veulent nommer, après information, des candidats à l'éligibilité pour chaque section d'électeurs, il faut que les partis politiques convoquent leurs congrès pour organiser des réunions électorales dans lesquelles on nommera les candidats à l'éligibilité. Mais, en fait, il n'en est pas ainsi. Aux Etats-Unis, les élections ont lieu plusieurs fois par an, si bien que les citoyens retenus par leurs professions ne peuvent pas assister à l'élection; cependant, les bureaux des partis politiques organisent les réunions électorales. Presque personne n'y assiste, et ce sont quelques politiciens adroits et vivant de politique, qui se chargent de ces affaires d'élection. La nomination des candidats à l'éligibilité est comme une pièce de théâtre dont ils composent le spectacle. Pendant la réunion, ils lisent la liste des candidats à l'éligibilité préparée par quelques politiciens, puis on applaudit ces can-

didats. Mais que sont ces politiciens ? Ce sont certainement des hommes au service de quelques chefs de partis politiques. Alors, par quel moyen décide-t-on du choix des candidats à l'éligibilité ? C'est naturellement en appréciant dans quelle mesure ceux-ci seront fidèles au capitalisme. Ainsi, en Amérique, les candidats à l'éligibilité sont nommés directement par les politiciens, indirectement par le capitalisme. Dans les autres Etats, le moyen de nomination des candidats à l'éligibilité est presque identique, sans être toutefois aussi adroit qu'en Amérique.

Nous savons que, quel que soit le pays, les candidats à l'éligibilité sont désignés par les partis politiques qui obéissent au capitalisme. (Il y a cependant exception pour les candidats choisis par le communisme.)

Le pouvoir d'élection de la population est donc diminué par les agissements du capitalisme, et nous pouvons dire que deux dangers se présentent : 1° « Le pouvoir d'autorité devient un monopole. » Si l'on a l'ambition d'être membre du Parlement, ou même seulement conseiller municipal, il faut d'abord être membre du parti politique qui a accepté la loi du capitalisme. Sinon, il n'est jamais possible d'être élu. Autrement dit, tous les membres parlementaires, et en général tous ceux qui sont élus par le suffrage populaire doivent respecter les ordres du capitalisme, et le pouvoir d'autorité est bien le monopole de ce dernier. Les gens honnêtes

n'ont presque jamais l'occasion de faire partie du gouvernement.

2° « La démocratie ou gouvernement par le puple se transforme en aristocratie constituée par le groupe capitaliste. » Le pouvoir du peuple actuel n'est plus qu'un pouvoir d'élection qui est pratiquement restreint par le système de nomination des candidats à l'éligibilité. Mais, comme le droit de nomination des candidats à l'éligibilité est dans les mains de la classe capitaliste, le peuple choisit les candidats qu'on lui propose et il ne peut pas les choisir autrement. De ce fait, la démocratie s'est transformée peu à peu par ce système d'élection en aristocratie. Les auteurs socialistes disent que la démocratie actuelle est dirigée par un capitalisme aristocratique. ORSTROGASTI l'assure et BRYCE ajoute aussi que la démocratie actuelle a toutes les qualités de l'aristocratie.

Le système du suffrage universel a logiquement à sa base le choix des représentants; c'est la seule condition de l'existence de la démocratie. Dans le système actuel, cette existence est fortement menacée. La démocratie moderne, en dehors de son système propre d'élection, est paralysée. Actuellement, dans le monde, on n'a pas encore cherché le moyen de lui venir en aide.

Le système d'examen des candidats à l'éligibilité est le meilleur remède pour sauver la démocratie. Il a pour but de présenter des candidats libres de toute influence de parti. Si l'on veut être député ou

fonctionnaire, il faut d'abord passer un examen devant le « Yuan » d'examen, qui nomme les candidats à l'éligibilité. Puis ces candidats sont élus par le peuple. Le droit de nomination des candidats à l'éligibilité, qui était la propriété du capitalisme, est donc transmis à l'organe indépendant du « Yuan » d'examen. Le chef de ce « Yuan » est, nous l'avons dit, nommé par le « Yuan » exécutif, avec la permission du « Yuan » législatif; les autres membres sont choisis par ce chef. En sorte que l'indépendance de ce pouvoir est, en pratique, réalisée. Les résultats sont certainement contraires à ceux que l'on obtient en faisant choisir les candidats à l'éligibilité par les partis politiques :

1° Le candidat à l'éligibilité est choisi par un organe d'examen officiel et tous ceux qui se croient assez sages ou capables peuvent librement se présenter devant le « Yuan » d'examen. La qualité primordiale du « Yuan » d'examen doit être l'indépendance, et ses attributions doivent être naturellement fixées dans la constitution. Il est libre de juger en toute indépendance et équité qui est digne d'être candidat. C'est donc un système tout à fait différent de celui où la nomination est, en fait, opérée par le capitalisme, ou toute autre classe. Ainsi, le système du « Yuan » d'examen peut permettre à n'importe qui, pourvu qu'il soit apte, d'arriver au pouvoir d'autorité, et supprime l'injustice et l'inégalité du pouvoir d'autorité monopolisé par le capitalisme.

2° Le candidat à l'éligibilité est choisi selon sa sagesse et ses capacités; le vote du peuple est limité aux candidats acceptés par le « Yuan » d'examen. Le pouvoir d'élection du peuple est restreint tout comme par le système de nomination des candidats à l'éligibilité. Mais cette restriction n'est pas l'œuvre d'un parti, et ne s'applique qu'aux gens réellement incapables de représenter le peuple. Il faut donc, avant tout, choisir de sages candidats. Si le pouvoir de l'élection est ainsi diminué par la limitation du nombre de ces candidats, il n'y a pas pour cela une usurpation du pouvoir émanant d'une seule volonté. Si le candidat à l'éligibilité est nommé par les partis politiques, le choix du peuple sera indirectement influencé par le capitalisme. Dans le choix des candidats à l'éligibilité par le « Yuan » d'examen, le pouvoir du peuple est apparemment restreint; en réalité, il ne l'est pas. Nous ferons remarquer, en effet, que le système d'examen des candidats à l'éligibilité aide et guide le peuple dans ses votes. Jamais il n'accapare le pouvoir de choix des députés. Le système d'élection actuel fausse le pouvoir de choix des candidats qui tombent nécessairement dans la main du capitalisme.

Nous savons par les études précédentes que la démocratie actuelle a tendance à devenir parlementaire. Or, le régime parlementaire a besoin du système d'élection pour son existence, et celui-ci est régi par la règle de la nomination des candidats à

l'éligibilité. Maintenant, toutes les nations démocratiques nomment les candidats à l'éligibilité par l'intermédiaire des partis politiques; mais, en fait, la démocratie se transforme en aristocratie, constituée par le capitalisme. SUN-YET-SIN a institué le système d'examen des candidats à l'éligibilité pour éviter ce danger. Il a exigé ce système d'examen pour qu'on ne trompe pas la démocratie et pour que le système d'élection s'exerce facilement et à bon droit. Aussi, nous disons que ce système d'examen résoud les difficultés que peuvent présenter des élections que l'on veut équitables.

Précédemment, nous avons dit que le système d'examen est un très bon moyen de choisir les représentants et qu'il s'accorde bien avec les conditions d'existence de la monarchie. Mais ce système d'examen particulier, tout en ayant une apparence démocratique, laisse le droit de choisir des gouvernants seulement au roi. La nation démocratique doit-elle avoir seulement le droit d'examen ? En Chine, quelques auteurs ont vu des imperfections dans le système d'élection; et, d'autre part, connaissant d'après l'histoire le succès du système d'examen, ils proposèrent seulement l'examen pour remplacer l'élection. Cette idée ne voit qu'un côté de la question et non pas son ensemble. Nous savons que le système d'examen est un perfectionnement utile à la démocratie, puisqu'il permet de donner le pouvoir d'autorité à tout le peuple. Si le droit de choix des représentants est exercé par le

gouvernement, cela menace la démocratie. Si en Chine, on supprime l'élection et si l'on exerce seulement l'« examen », nous croyons pouvoir dire que la démocratie devient certainement la monarchie ou la dictature. Aussi, nous pensons qu'en Chine, celui qui prétend seulement faire exercer l'« examen », veut la restauration de la monarchie et qu'il n'accepte pas le gouvernement de la République. SUN-YET-SIN, qui étudia dans quel sens il fallait modifier le système politique actuel de l'élection, pensait que, si l'on change le système d'élection, il faut créer un « système d'examen ». Mais SUN-YET-SIN savait aussi qu'en principe, le système d'élection est la condition d'existence de la démocratie, et que tout en exerçant l'examen, il faut encore respecter l'élection. Le gouvernement doit représenter le pouvoir d'autorité de tout le peuple; et d'autre part, le droit du choix des représentants du peuple ne doit jamais empiéter sur le gouvernement. Aussi, nous pouvons dire que SUN-YET-SIN proposait le système d'examen, parce qu'il aide l'élection, et non pas parce que l'examen remplace l'élection, laquelle est absolument nécessaire à la démocratie actuelle. En même temps, il reconnaissait que si l'on exerce simplement l'élection, on ne peut pas arriver tout à fait à la démocratie, et qu'il faut exercer l'examen pour corriger l'imperfection de l'élection. SUN-YET-SIN propose donc le système d'examen pour vaincre cette difficulté du régime

démocratique et non pas pour limiter le pouvoir du peuple.

Le pouvoir d'examen dans les cinq pouvoirs constitutionnels est important, parce qu'il est le meilleur moyen pour parfaire la démocratie. Ce pouvoir d'examen, qui est une création de SUN-YET-SIN, nous apparaît comme le plus important de tous dans l'histoire de la politique.

CHAPITRE IV

La mise en pratique des cinq pouvoirs constitutionnels. - Le pouvoir d'examen.

L'esprit des cinq pouvoirs constitutionnels réside dans le pouvoir d'examen. Quand les cinq pouvoirs constitutionnels entreront en exercice, ce sera certainement une question très difficile de les assujettir, en quelque sorte, au pouvoir d'examen. Quant aux autres parties délicates concernant le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif, le pouvoir de contrôle, le pouvoir judiciaire et l'Assemblée des Représentants du peuple, elles trouveront facilement une solution par des moyens juridiques ordinaires, que nous exposerons plus loin dans un projet sur le système des cinq pouvoirs constitutionnels. Mais le système d'examen, — surtout le système d'examen des candidats à l'éligibilité, — est celui dont l'application rencontre les plus grandes difficultés, et il faut savoir par quel moyen nous pourrons les résoudre. C'est ce que nous voulons maintenant étudier.

Nous savons que, en théorie, le système d'examen est d'un grand secours pour résoudre les difficultés du gouvernement démocratique actuel. Mais, en pratique, ce dernier moyen n'est pas encore suffisant. Par exemple, si les candidats à l'éligibilité sont choisis par un organe d'examen indépendant de l'Etat, on pourra écarter le danger de la nomination des candidats à l'éligibilité par un parti politique quelconque et on pourra supprimer le monopole de la politique capitaliste. Mais le système d'examen lui-même sera très sujet à la fraude et d'autre part, bien que le capitalisme ne puisse empiéter sur les partis politiques pour exercer le droit de choisir les membres du gouvernement, on ne pourra pas empêcher que le capitalisme cherchera par d'autres moyens à intervenir dans la nomination de ces membres, c'est-à-dire à pénétrer dans les cinq pouvoirs constitutionnels qui doivent avant tout empêcher le capitalisme de s'emparer de l'autorité politique.

Nous pensons que deux sortes de dangers très importants menacent le système d'examen :

I. C'est que l'organe d'examen lui-même ne devienne susceptible de corruption. Dans l'ancien système d'élection, le capitalisme corrompait les partis politiques ; maintenant, avec le système d'examen, on ne peut l'empêcher de corrompre les membres du pouvoir d'examen. Aux Etats-Unis, tous les quatre ans, quand on élit le Président de la République, tous les partis politiques entrent en

jeu; il est nécessaire alors de dépenser souvent quelques millions de dollars. Il est évident que cet argent sort de la bourse des capitalistes. Quand on exercera « l'examen », en Chine, les capitalistes sacrifieront beaucoup d'argent pour corrompre les membres d'examen, et nous craignons que beaucoup de personnes ne se laissent influencer. Au surplus, une question se pose au sujet des cinq pouvoirs constitutionnels, si les partis politiques ne disparaissent pas. D'après les tendances de la politique actuelle, les partis politiques ne disparaîtront jamais. En Chine, quand on exercera les cinq pouvoirs constitutionnels, s'il y a deux partis politiques en présence, malgré les sollicitations du capitalisme, ils seront impartiaux pour représenter les intérêts de toutes les différentes classes. Mais nous croyons savoir que parmi les cinq pouvoirs constitutionnels, les partis politiques tendront certainement vers l'accaparement du pouvoir d'examen. Car chaque parti politique qui occupera le pouvoir d'examen pourra placer ses créatures dans les organes législatif, exécutif, etc. Quoique « l'examen » se borne à choisir les candidats à l'éligibilité (car il faut encore attendre le peuple qui élit en dernier lieu), ce choix peut être cependant l'œuvre d'un parti politique. Et le peuple élit ceux qui lui sont présentés. Par exemple, les membres du pouvoir d'examen sont membres du parti politique A; ils choisissent les candidats naturellement parmi eux; ceux du parti B sont évidemment écartés. Par

suite, le peuple, malgré sa confiance pour le parti B qu'il veut élire, ne peut le faire; car celui-ci ne présentera aucun candidat à l'éligibilité. Ainsi, dans ce cas, la fraude que nous avons décelée est plus grande que dans la nomination directe des candidats à l'éligibilité par les partis politiques; dans ce dernier système, en effet, les partis rivaux même les moins importants, ceux de la minorité, peuvent présenter des candidats à l'élection, et peuvent, par ce moyen, courir la chance de voir leurs candidats acceptés par le peuple. Si, au contraire, les candidats sont choisis par le seul organe d'examen dominé, par hypothèse, par un parti politique, les membres du parti de la minorité ne pourront pas obtenir que leurs candidats soient présentés à l'élection, et ce parti politique est, en pratique, paralysé pour toujours dans son action.

Dans ces conditions, deux dangers se présentent : soit une révolution de la part de la minorité, ou un partage des suffrages de cette minorité avec les autres partis.

L'organisation de la constitution des cinq pouvoirs peut atténuer ces dangers, car parmi les cinq pouvoirs constitutionnels, le pouvoir d'examen est indépendant; il ne s'intéresse à aucune personne ni à aucun parti. En appliquant ce principe, les membres des comités de l'« examen » doivent être aussi indépendants que des juges. Il faut alors que la constitution détermine clairement leurs attributions, afin d'éviter que l'illégalité ou la corruption ne

se glisse parmi eux. En outre, leur traitement doit être particulièrement élevé pour maintenir leur indépendance totale. Quant à l'empiètement d'un parti politique sur le pouvoir d'examen, il peut être empêché par les deux moyens suivants :

1° Il faut former le « comité d'examen » avec des professeurs d'Université, qui seraient membres d'office, car on peut espérer d'eux un travail équitable. En effet, leur réputation est garantie comme celle des juges par leur vie studieuse et leur éloignement des partis politiques; aussi le choix des candidats sera impartial; ils ne favoriseront jamais un parti politique.

2° De plus, les électeurs auront le droit de *veto* sur tous les candidats, car s'il se trouve des candidats qui n'ont pas assez de qualités, les électeurs pourront demander par pétition au pouvoir d'examen de recommencer à les examiner (imitation du droit de *veto*). Dans ce cas, c'est permettre au peuple de prendre le parti d'une minorité qu'il juge meilleure, et celle-ci pourra triompher dans un deuxième examen.

II. L'éducation n'étant pas donnée également à toute la population, le « pouvoir d'examen » peut choisir cependant les gens dans la classe aisée sans être obligé de recourir à la classe capitaliste. Autrefois, dans le système du mandarinisme, la participation au pouvoir d'autorité pouvait être demandée par n'importe qui, parce que le niveau intel-

lectuel général n'était pas très élevé, et chaque homme habile dans sa profession pouvait prétendre se présenter devant les commissions d'examen. A l'heure présente, l'éducation est très différente de celle d'autrefois; chaque futur technicien doit étudier très longtemps pour arriver au succès. Mais pour permettre ces études, l'Etat doit posséder des bibliothèques complètes et de nombreux établissements techniques. Il faut, pour subvenir à ces charges nouvelles, beaucoup d'argent. Avec l'organisation actuelle, les étudiants sont obligés de payer très cher, et cela n'est pas à la portée de l'étudiant pauvre. En outre, l'ouvrier doit travailler pour subvenir aux besoins de sa famille, dès son jeune âge, à l'usine ou à la ferme, et ne peut pas étudier, et, bien qu'ayant des enfants d'une intelligence normale, il n'aura jamais l'occasion de leur faire donner une instruction technique supérieure. D'autre part, dans l'éducation actuelle, si l'on est savant, mais pauvre, on est tenté de recevoir indirectement le secours de la classe capitaliste. Dans ces conditions, si l'on élabore un système d'examen, on ne choisira certainement que des gens riches; et c'est leur parti qui monopolisera le système d'examen. Si l'on met en vigueur les cinq pouvoirs constitutionnels, il faut réorganiser l'instruction, de l'école primaire jusqu'à l'Université. En premier lieu, tous les étudiants doivent être assurés de la gratuité de l'école jusqu'au baccalauréat; et pour les étudiants de l'enseignement supérieur, il sera

nécessaire de créer des bourses d'études. Grâce à ces méthodes, les enfants d'ouvriers recevront la même instruction que les enfants des classes riches et par la suite ils auront les mêmes chances d'être choisis pour former le gouvernement. Ainsi, le pouvoir d'autorité ne sera pas dangereusement monopolisé par une seule classe de la société.

Les deux dangers que nous avons supposés et les moyens d'y remédier ne sont que la conclusion d'une observation superficielle. Si les constituants savent se prémunir contre ces dangers immédiats, nous croyons qu'il sera possible d'atténuer notablement l'accaparement de la vie politique par la classe capitaliste. Mais sur quelle base plus solide encore peut-on établir les cinq pouvoirs constitutionnels ? C'est là une question très importante encore.

Insistons d'abord sur l'esprit des cinq pouvoirs constitutionnels. Le but des cinq pouvoirs constitutionnels est d'obtenir un gouvernement composé de gens capables et désintéressés, ne représentant ni la classe capitaliste, ni le prolétariat. Toutes les classes de la société doivent représenter la souveraineté nationale. La classe capitaliste et le prolétariat seront les maîtres de cette souveraineté nationale, mais le pouvoir d'autorité sera tenu par des esprits sages et capables, c'est-à-dire que ce pouvoir d'autorité sera le fief de la classe intellectuelle. De nos jours, beaucoup d'Etats démocratiques sont dominés par la politique capitaliste; au contraire, les

Républiques Socialistes Soviétiques sont dominées par le prolétariat. Mais, en Chine, les cinq pouvoirs constitutionnels doivent être exercés en réunissant les meilleures initiatives recueillies, par la souveraineté nationale, dans tout le peuple.

Au moment de la Révolution française de 1789, il y avait trois ordres: la noblesse, le clergé et le tiers-état, ce dernier se composant des bourgeois et des roturiers. Parmi les bourgeois, quelques-uns, de temps en temps, pouvaient occuper les places de choix dans la politique et l'économie nationale. Quant aux roturiers, ils s'inclinaient toujours, à cause de leur misérable situation, et formaient presque un quatrième ordre, le troisième étant tourné davantage vers le capitalisme. Enfin, à cette époque, le clergé et la noblesse se confondaient souvent entre eux et aussi avec le troisième ordre. Il restait donc ainsi les troisième et quatrième ordres, qui s'opposaient sans cesse. Si nous tenons compte seulement des rapports politiques, nous pouvons appeler la classe du capitalisme le premier ordre et le prolétariat le deuxième ordre. La question politique actuelle est de savoir lequel de ces deux ordres monopolisera le pouvoir. Quelle que soit la politique établie, on peut supposer qu'elle ne pourra pas échapper à l'emprise de ces deux ordres.

Les cinq pouvoirs constitutionnels supposent un gouvernement qui exercerait l'autorité au moyen d'un troisième ordre (groupant principalement les

intellectuels); ce troisième ordre agirait à côté des deux premiers comme un ordre d'arbitrage. En effet, le premier ordre et le deuxième sont sur le terrain économique toujours en conflit; ils sont souvent opposés. Si ces deux classes occupent la souveraineté nationale ou le pouvoir d'autorité simultanément, la situation politique se trouvera nécessairement troublée. Si l'on obtient un tiers ordre gouvernemental qui n'ait aucune attache, ni avec le premier ordre, ni avec le deuxième, on réalisera un gouvernement indépendant au point de vue économique, et servant d'arbitre pour trancher les conflits entre les deux ordres extrêmes. Au cas où les classes capitaliste et prolétaire seraient en conflit d'intérêt, le gouvernement pourra résoudre les difficultés, soit au moyen des principes ordinaires de l'équité, soit grâce aux observations du troisième ordre.

Il faut que le pouvoir d'autorité soit exercé par le troisième ordre, c'est-à-dire que le gouvernement doit être composé par ce troisième ordre. L'école socialiste de Karl MARX définit le gouvernement comme un outil pour régler les conflits entre les ordres; en effet, l'esprit gouvernemental c'est de transiger dans les conflits d'intérêts entre les classes et de juger ces conflits en médiateur. La démocratie actuelle est dans l'erreur, quand elle met le gouvernement dans les mains des capitalistes, car ceux-ci en profitent pour diminuer le prolétariat, qui sait très bien comment les capitalistes dirigent

le gouvernement; aussi, le prolétariat s'efforce de s'emparer du gouvernement pour réduire, à son tour, la classe capitaliste. Dans les deux cas, on manque d'impartialité. Si l'on veut éviter ces conflits, il faut confier à un tiers ordre le pouvoir d'établir un gouvernement, et les deux autres ordres obéiront à ses décisions. Les cinq pouvoirs constitutionnels permettent d'instaurer un tiers ordre gouvernemental pour servir d'arbitre entre la classe capitaliste et le prolétariat.

L'école socialiste de Karl MARX supposait impossible l'existence d'un tiers ordre gouvernemental. Elle ajoutait que les conflits de classe ne peuvent jamais être arbitrés et qu'il y a toujours lutte. En outre, Karl MARX disait que le capitalisme et le prolétariat ne chercheraient jamais à obtenir une troisième classe pour arbitrer les conflits et qu'en tous cas, si cette troisième classe existait, qu'ils n'y auraient jamais recours pour trancher les difficultés. Mais ceci nous semble absurde. Le socialisme persiste dans une erreur historique, en distinguant la classe de la société qui dirige la production et où cette production est faite en vue du capital, « classe capitaliste »; et la classe où la production est faite en vue du travail, « classe ouvrière ». Mais certainement ces deux classes ne peuvent pas comprendre tous les membres de la société. Par exemple, si un homme, participant à la vie économique, peut logiquement se désintéresser de la production, il peut faire partie d'une troi-

sième classe, qui ne sera ni en faveur du capitalisme, ni en faveur du prolétariat.

C'est cette troisième classe qui sera chargée des fonctions politiques. En Europe, l'histoire politique ne révèle jamais l'existence d'une troisième classe chargée des fonctions politiques et pouvant se désintéresser de la production. Les systèmes politiques européens ont toujours dépendu de la production. Autrefois, les Athéniens distinguaient quatre classes d'après la fortune. Les gens possédant les plus grandes fortunes formaient naturellement la classe dirigeante. L'aristocratie romaine, pendant un certain temps, détint le pouvoir d'autorité par l'intermédiaire des patriciens et des terriens. Après la révolution industrielle, le pouvoir d'autorité et la souveraineté nationale de l'aristocratie se transformèrent et appartenirent au capitalisme. La révolution socialiste, en Russie, malgré ses variations politiques, a donné le monopole de la vie politique aux ouvriers; personne alors ne peut se désintéresser de la production. Par conséquent, en Europe, les systèmes politiques n'ont pas encore abandonné le système des classes dépendant de la production.

Au contraire, en Chine, l'expérience politique ne pouvait pas s'expliquer d'après les faits historiques. En Chine, la politique ancienne était exercée comme celle d'Europe, et ne pouvait pas non plus se désintéresser de la richesse, mais cela changea par la suite. Sous la dynastie de TCHEN-CHOU (1) et

(1) Environ 1.000 ans av. J. C.

avant celle-ci, le pouvoir d'autorité et la souveraineté nationale étaient tenus presque exclusivement par les terriens nobles. A ce moment-là, le roi, le seigneur, le ministre, l'officier et l'éducateur étaient terriens et tenaient le pouvoir d'autorité. La roture était la classe indigente, elle n'a jamais eu le droit de participer à la politique. Jusqu'à l'époque de CHUN-KOAN (1), la classe commerçante était très puissante. Par exemple, un riche marchand de l'Etat de « Kan » était en relations suivies avec le seigneur. Dans le « Chong », un marchand, YUNC-Go, pouvait repousser les armées de TCHING par quelques paroles; CHANG-STY-SAIN s'efforça de protéger les marchands pour faciliter sa diplomatie. STY-GON, élève de CONFUCIUS, se fit commerçant pour que le roi et les seigneurs soient en bons termes avec lui. Un écrivain, SI-MAR-CHIN, a dit que la réputation de CONFUCIUS était le résultat de la propagande de STY-GON. FAIN-LY, quoique chancelier, était aussi marchand. A ce moment-là, la puissance du marchand et la qualité de marchand garantissaient la noblesse. En Chine, la situation était celle du XVI^e siècle en Europe, la classe commerçante pouvait presque prendre la place de la classe noble. Si cette tendance avait continué, il se serait trouvé peut-être un gouvernement de commerçants.

(1) Environ 900 ans av. J. C.

Mais, vers cette époque, se forma une école qui s'efforça de résister à cette tendance; les philosophes s'efforçaient tous de s'opposer à la puissance du commerce. Par exemple, MANFUCIUS exprimait ainsi sa théorie: « Il faut défendre la raison contre l'intérêt. » MACK-STY avait une autre théorie : « Réduire la dépense contre la dilapidation. » CHON-HEN se proposait de « favoriser l'agriculture ». C'était une campagne contre les marchands. Un autre mouvement très important fut dirigé par une « Ecole de Droit » qui légiféra contre eux. SHANG-YAN, qui gouvernait alors le « Tchang », disait: « Tout le peuple doit travailler pour l'agriculture et la fabrique des tissus; si on se livre à de petits commerces, on sera considéré comme paresseux ou pauvre, et le gouvernement pourra condamner dans ce cas à l'esclavage. » C'était une tentative pour dissoudre cette classe des marchands. Après SHANG-YAN, l'action de l'« Ecole de Droit » fut encore plus énergique contre les marchands qui s'immisciaient dans la politique. Un ouvrage de SHANG-YAN fut écrit contre les marchands; mais, malgré cela, le mouvement contre les marchands n'était pas encore arrivé au triomphe complet.

Le succès vint à la fin de la dynastie des TCHANG et au commencement de celle de HAN. Le roi TCHANG-SY-WANG promulgua la loi du service militaire : en premier lieu, on recruta les hommes inscrits sur les listes du commerce, puis les parents

de ceux-ci, et ensuite les hommes dont les aïeux étaient portés sur les listes (car à ce moment-là, le marchand devait faire enregistrer son nom sur certaines listes). Le gouvernement infligea donc aux marchands, dans cette circonstance, un service obligatoire très dur et injuste. Mais si nous étudions la législation historique des TCHANG, nous devons reconnaître que ce système avait sa raison d'être; car la politique fondamentale de SHANG-YAN était de développer l'agriculture pour que les TCHANG devinssent riches et puissants. L'Etat, établi sur une base agricole, ne considérait pas le commerce comme une source de richesses. Pendant les guerres, ils craignaient que l'agriculture ne déclinât. Ce fut une des causes pour lesquelles la loi sur le service militaire du roi TCHANG-SY-WANG recruta d'abord les commerçants, les marchands; cependant, dans les cas graves, elle recruta aussi les laboureurs. A l'époque du roi TCHANG-SY-WANG, ce fut surtout le chancelier LY-SY qui fit les lois. LY-SY et HON-FAÏ étaient les disciples de SON-HAN, dont les idées politiques étaient celles de l'« Ecole de Droit ». Aussi, LY-SY en appliqua les principes.

Jusqu'au début de l'époque de HON, les projets législatifs furent proposés peut-être par SIU-HO, mais SIU-HO avait été secrétaire de TCHANG, et pour cela sa politique continua celle de TCHANG. Dans la période précédant la dynastie des HON, les lois étaient très dures pour les marchands. En l'an VIII du roi GO-TAÏ, un décret fut ainsi conçu :

« Les marchands n'ont pas le droit de s'habiller de soie, de prendre des voitures, des chevaux et de porter l'épée. ». SI-MAR-CHIN dit: « Avec l'avènement du roi GO-TAÏ, les impôts des commerçants sont augmentés pour que les situations des commerçants soient amoindries. » Ce système de législation était une tentative pour affaiblir la situation de marchand, pour relever celle de l'agriculture. Car ces décrets de prohibition s'exerçaient seulement pour les marchands; ils ne s'appliquaient pas aux laboureurs. En outre, à partir de ce moment, les lois fiscales protégeaient surtout les agriculteurs; sous le règne du roi MING-TAÏ, des décrets furent souvent publiés pour dispenser d'impôts les paysans; mais à côté de cela, les marchands, selon SI-MAR-CHIN, supportaient des impôts annuels très lourds. Dans ces conditions, la classe commerçante pouvait difficilement intervenir dans la politique. D'autre part, il était interdit énergiquement au marchand de faire de la politique. SI-MAR-CHIN ajoutait: « Les membres de la famille du marchand n'ont pas le droit d'être nommés fonctionnaires. » La puissance de la classe commerçante en politique se réduisait à rien. Ce résultat fut l'œuvre de l'« Ecole de Droit », car après SIOU-HO, les initiatives politiques furent réservées à GA-Y et SIOU-TCHO. SI-MAR-CHIN dit à ce sujet: « GA-Y et SIOU-TCHAN représentent le système de HON-FAÏ, chef de l'« Ecole de Droit ». » Cette politique a les mêmes sources que celle de l'époque de TCHANG.

En même temps, le système d'examen se développait peu à peu pour que le pouvoir d'autorité tombât dans les mains de la classe intellectuelle. Les marchands furent encore négligés de ce côté-là. Désormais, une formule politique fut établie en Chine. Les lois des trois dynasties TAUNG, MING, TCHING, avaient réussi à interdire aux marchands de participer à la politique. A partir de ce moment, en Chine, les gouvernants furent donc en dehors des puissances d'argent.

En somme, l'évolution de la politique chinoise est évidemment autre que celle de la politique européenne. En Chine, la politique se détache des intérêts économiques. Au contraire, en Europe, la politique se laisse guider par les intérêts économiques. En Chine, depuis l'époque de TCHANG, HOÏ, jusqu'à la fin de la dynastie TCHING, le pouvoir d'autorité fut entièrement exercé par la troisième classe, c'est-à-dire par la classe intellectuelle. Les marchands s'immiscèrent dans la politique, surtout à l'époque de TCHEN-CHOU et CHUN-KOU. Nous en avons encore un exemple actuel à Shanghai, où les banquiers ambitieux participent à la politique. Dès que le ministre des Finances voulut gouverner son ministère, il dut négocier avec ces banquiers. Maintenant les riches commerçants peuvent arrêter la vie du gouvernement grâce à leur puissance d'argent. Si cette situation continue, nous craignons qu'en Chine, toute la politique ne tombe entre les mains des capitalistes.

La constitution des cinq pouvoirs interdit cette situation, parce qu'elle établit un gouvernement composé par la troisième classe pour juger les conflits entre la première et la deuxième classe. Mais comment établir un gouvernement dirigé par la troisième classe ? Nous proposons d'instaurer deux règles rigides pour arriver à ce but.

1° Le gouvernement doit assurer entièrement la vie de ses représentants en leur procurant une vie large. Ce système est semblable à celui de PLATON, qui voulait que les gouvernants soient désintéressés des affaires économiques et sans aucune inquiétude pour leurs familles et leurs vies. Cette philosophie politique est excellente, bien qu'elle n'ait pas encore été appliquée, mais on aurait intérêt à accepter ce principe. Aussi, nous proposons, lorsque la constitution des cinq pouvoirs sera mise en application, que des lois soient faites pour garantir une vie large aux parlementaires et aux fonctionnaires.

2° Il faut retirer le pouvoir d'autorité à la classe capitaliste et aux personnes suivantes :

- a) Aux directeurs et hauts employés de banque ou du grand commerce;
- b) A ceux qui possèdent plus d'une certaine quantité de valeurs mobilières;
- c) A ceux qui possèdent plus d'une certaine quantité d'immeubles;
- d) A ceux qui ont été dans ces différentes situations pendant un certain nombre d'années;

- e) A tous les membres de la famille des personnes visées dans les paragraphes précédents et à ceux entre lesquels la fortune n'a pas encore été partagée.

Tandis que la constitution soviétique interdit à la classe patronale toute participation tant à la souveraineté nationale qu'au pouvoir d'autorité, nous proposons de supprimer seulement l'exercice du pouvoir d'autorité par la classe patronale, tout en lui conservant l'exercice de la souveraineté nationale: avec droit de révocation, droit d'élection, droit de référendum et droit d'initiative. La nécessité de la déchéance du pouvoir d'autorité de la classe patronale est évidente. Si celle-ci s'occupe déjà d'économie et si elle tient encore le pouvoir d'autorité, elle pourra utiliser la puissance du gouvernement pour satisfaire ses intérêts personnels, de sorte que le gouvernement ne maintiendra plus l'impartialité garantie par la troisième classe.

Aussi, ces deux restrictions doivent être exécutées en même temps pour que le résultat soit obtenu. Si l'on n'exécutait seulement que la deuxième restriction (suppression du pouvoir d'autorité de la classe patronale), le capitalisme pourrait organiser des partis qui entreraient dans le gouvernement pour y instaurer sa puissance; ou bien, il pourrait corrompre les parlementaires et les fonctionnaires gouvernementaux pour protéger ses intérêts. Par conséquent, il faut réaliser ces deux restrictions, afin que les gouvernants n'aient

aucun ambition, leur existence matérielle étant garantie entièrement par l'Etat. De cette façon, ils ne peuvent être corrompus et tomber sous l'emprise capitaliste, et ils pourront garder l'impartialité que nous espérons d'eux.

Mais ce système de constitution du gouvernement n'est-il pas aristocratique ? Nous pouvons répondre : Non. Cette troisième classe n'est pas limitée. Toutes les classes de la société peuvent y participer, à condition qu'elles se rendent indépendantes des systèmes économiques et qu'elles soient sages et capables. En outre, nous avons déjà dit que le pouvoir d'autorité doit être tenu seulement par les intellectuels et les sages ; cela ne constitue pas une restriction, parce que les actes nationaux sont toujours confiés aux sages et aux intellectuels qui les dirigent. Si l'on en croit l'histoire, le système politique, quel qu'il soit, a toujours confié à la classe des intellectuels le pouvoir d'autorité. Dans la nation capitaliste actuelle, les fonctionnaires gouvernementaux sont naturellement des intellectuels ; ou bien, comme dans le gouvernement soviétique, la politique est monopolisée par le prolétariat, auquel se joignent la plupart des fonctionnaires gouvernementaux de la classe intellectuelle. Mais, avec la politique du prolétariat, les intellectuels obéissent aux ordres des ouvriers ; et sous la politique des pays soumis au régime capitaliste, les intellectuels obéissent aux capitalistes. Avec le système de la constitution des cinq

pouvoirs, les intellectuels sont indépendants et constituent une troisième classe. Ils n'appartiennent à aucun parti, ils forment une classe supérieure et très équitable.

CHAPITRE V

La mise en pratique des cinq pouvoirs constitutionnels. (suite)

La mise en pratique des cinq pouvoirs constitutionnels que nous avons étudiée dans le chapitre précédent, a pour but seulement de résoudre la question du pouvoir d'examen. Nous allons étudier maintenant les autres pouvoirs (exécutif, législatif, judiciaire, contrôle), et « l'Assemblée des Représentants du peuple », et en même temps, nous présenterons un projet relatif à ces pouvoirs.

1° Le "Yuan" législatif.

Une question très importante se pose dans le « Yuan » législatif : les membres du « Yuan » législatif doivent-ils être élus directement par la population, ou par « l'Assemblée des Représentants du peuple » ? S'ils sont élus par « l'Assemblée des Représentants du peuple », ils sont alors des délé-

gués directs de cette « Assemblée ». Ce procédé d'élection les éloigne du peuple, car « l'Assemblée des Représentants du peuple » revêt déjà un caractère représentatif. Si les membres du « Yuan » législatif sont leurs délégués, il y a certainement là une atténuation de l'esprit démocratique. Mais alors, par qui seront nommés le Président de la République et les membres du « Yuan » de contrôle ? D'autre part, si le Président de la République et les membres du « Yuan » de contrôle sont nommés par « l'Assemblée des Représentants du peuple », les attributions de cette Assemblée deviennent très grandes et, mal utilisées, peuvent conduire facilement à la révolution. Mais si le Président de la République et les membres du « Yuan » de contrôle sont nommés par d'autres moyens (par exemple, si le Président de la République est élu par le peuple), nous pouvons supposer qu'il y aura possibilité de conflit entre le Président de la République et le « Yuan » législatif. Car le Président de la République est responsable devant le peuple, et le « Yuan » législatif n'est seulement qu'un parlement. Dans ces conditions, le Président de la République domine le « Yuan » législatif. D'autre part, « l'Assemblée des Représentants du peuple » est au-dessus du Président de la République, et le « Yuan » législatif est le délégué de l'Assemblée des Représentants du peuple; ainsi, le « Yuan » législatif est enfin au-dessus du Président de la République. Ces deux conflits, quoique la constitu-

tion indique le moyen de les résoudre, devraient être théoriquement évités. Aussi proposons-nous que le « Yuan » législatif soit nommé directement par le peuple. Mais ce système est encore une source de conflits possibles, car l'Assemblée des Représentants du peuple est le représentant direct du peuple et le « Yuan » législatif également. Ces deux pouvoirs parlementaires peuvent donc se trouver en opposition, du fait de leur origine commune. En outre, conformément à la disposition de la constitution des cinq pouvoirs, « l'Assemblée des Représentants du peuple » peut exercer le droit de référendum sur les lois votées par le « Yuan » législatif. Dans ce cas, c'est le parlement représentant du peuple qui fait la loi, et c'est lui qui exerce le droit de référendum. Ce système n'est donc pas logique. Cette question difficile sera traitée plus loin, lorsque nous étudierons « l'Assemblée des Représentants du peuple ».

Quant au problème des attributions du « Yuan » législatif, nous proposons que le « Yuan » législatif possède, non seulement le droit de faire les lois, mais surtout 1° la direction des finances; 2° et la direction des mouvements diplomatiques. C'est d'ailleurs l'opinion des constituants actuels. Le Président de la République doit-il avoir un droit d'initiative des lois devant le « Yuan » législatif ? Cette question nous semble très importante. Dans la constitution des Etats-Unis, le Président de la République n'a pas ce droit; en France, au contraire,

il l'a. Nous proposons que le Président de la République ait le droit d'initiative et que les ministres puissent participer au « Yuan » législatif, dans la mesure où ils exprimeront l'opinion publique.

Une autre question se pose à propos du « Yuan » législatif. Doit-il comprendre une ou deux Chambres comme en France, par exemple ? Jusqu'ici, personne n'a proposé le système de deux Chambres.

Pour la durée du mandat des membres du « Yuan » législatif, nous proposons au moins quatre ans ; car si l'on adopte un temps plus court, les élections se reproduiront trop souvent, et, d'autre part, les membres du « Yuan » ne pourront profiter d'une longue expérience dans leurs fonctions. Ainsi la Chambre des Etats-Unis a constaté souvent ces inconvénients.

2° *Le "Yuan" exécutif.*

Le "Président de la République".

Sur la question du système présidentiel, nous n'avons pas d'hésitation. Cependant, l'organe exécutif ne s'appellera pas « Yuan exécutif » ; ce sera « le gouvernement du peuple » (ce n'est d'ailleurs pas ce que l'on entend par le gouvernement du peuple actuel). Ce gouvernement du peuple sera composé de certains membres (système du comité exécutif). Le chef de ces membres sera un Président

qui, en outre, représentera le pays devant les puissances étrangères, comme dans le système suisse.

Mais, dans les circonstances actuelles, en Chine, nous pensons que l'exécutif doit être établi selon le système présidentiel. Car, pendant l'établissement d'une nouvelle constitution, il faut trouver un organe énergique et unique pour en assurer l'exécution. Si l'on procède par un système de comité, celui-ci devient vite une source de difficultés, qu'il soit élu par le peuple ou par « l'Assemblée des Représentants du peuple », ou par le « Yuan » législatif. Si l'on procède par système présidentiel, le Président de la République est élu directement par le peuple, et il est directement responsable devant lui. Aussi, les décisions du « Yuan » exécutif sont prises dans un esprit indépendant. Les ministres sont nommés par le Président de la République et ceux-ci à leur tour sont responsables devant le Président de la République.

3° *Le "Yuan" de contrôle.*

Nous avons, sur le « pouvoir de contrôle », une opinion différente de celle de SUN-YET-SIN. D'après celui-ci, le « pouvoir de contrôle » est presque un pouvoir de réprimande. En Chine, le caractère du pouvoir de réprimande est différent de celui que l'on trouve en Europe et en Amérique. En Chine, le pouvoir s'exerce seulement à propos des crimes

des agents coupables de forfaiture ou de corruption. Et l'action, dans le système de séparation du tribunal administratif et du tribunal judiciaire, est de la compétence de la justice ordinaire. En France, il a été établi un système de contentieux administratif pour les actes illégaux ou les décisions irrégulières, et compétence est attribuée, dans ce but, tantôt aux tribunaux administratifs, tantôt aux tribunaux judiciaires. En Angleterre et aux Etats-Unis, les délinquants relèvent des tribunaux judiciaires. En Chine, le pouvoir de réprimande doit être aussi considéré comme de la compétence du pouvoir judiciaire. Mais, comme le pouvoir judiciaire n'a pas encore été indépendant, l'on a établi un système supérieur de pouvoir de contrôle pour juger les agents administratifs. En Grèce et à Rome, il n'y avait pas de tribunaux judiciaires indépendants, si bien que l'organe du pouvoir de contrôle était le même que l'organe judiciaire. Mais dans les Etats actuels, si le pouvoir judiciaire est indépendant, le pouvoir de contrôle ne l'est pas nécessairement; il se confond souvent avec le pouvoir judiciaire. Les Etats constitutionnels ne considèrent pas le pouvoir de réprimande de la même façon qu'on le fait en Chine.

Ce pouvoir a d'abord été créé en Angleterre, lorsque le Parlement anglais, au cours du XIV^e siècle, prit de l'importance. Il voulait intervenir dans les décisions politiques, pour que le roi fût soumis à l'administration par l'intermédiaire du

Parlement; mais en même temps, le Parlement ne pouvait outrepasser ses droits à l'égard du roi; aussi le Parlement exerça-t-il le pouvoir de réprimande sur ceux dont dépendait la responsabilité du roi : conseillers, chancelier ou premier ministre. Ce système n'existait déjà plus à la fin du XVII^e siècle. Au XVIII^e siècle, le cabinet parlementaire apparut et le pouvoir de réprimande disparut peu à peu.

Aux Etats-Unis, le parlement a également le pouvoir de réprimande pour juger le Président de la République et les secrétaires d'Etat ; mais ce pouvoir s'exerce seulement en ce qui concerne la responsabilité politique.

En France, la constitution accorde le droit au Sénat de composer une Haute-Cour au cas de trahison du Président de la République et de crimes des ministres; jamais celle-ci ne s'immisce dans les délits commis par les agents administratifs. Aussi, nous voyons que le pouvoir de réprimande n'est pas très important dans les constitutions actuelles, car le système démocratique du parlement et le système judiciaire se développent de plus en plus, et ce pouvoir de réprimande disparaît de lui-même.

En Chine, on considère, parmi les cinq pouvoirs constitutionnels, le pouvoir de contrôle comme un pouvoir de réprimande. Si les législateurs se conforment à ce principe pour établir le « Yuan » de contrôle, nous craignons qu'il ne devienne un tri-

bunal pénal dont l'attribution sera de juger seulement les crimes des agents administratifs. Alors, le « Yuan » de contrôle n'est pas vraiment nécessaire, pour que le système de justice s'améliore, et les agents administratifs trouveront une meilleure défense là où les organes hiérarchiques d'administration seront contrôlés sévèrement, et les décisions irrégulières ou les actes illégaux des agents administratifs jugés avec impartialité. Aussi, pensons-nous que, dans les « cinq pouvoirs constitutionnels », le « Yuan » de contrôle ne doit pas s'appliquer aux agents des services publics et que les départements n'ont pas besoin d'établir un « Yuan » adjoint de contrôle ou des commissaires spéciaux.

Le « pouvoir de contrôle », en pratique, doit avoir pour fonction l'exercice du droit de *veto*. Dans le système démocratique, le *veto* est une attribution très importante. Si ce droit de *veto* n'existe pas, le gouvernement est entièrement libre, si bien que les projets politiques sont à sa merci et que les intérêts du peuple ne peuvent pas être protégés sincèrement. De nos jours, le droit de *veto* s'exerce de deux façons. Dans le système de séparation des trois pouvoirs, le *veto* appartient presque toujours au pouvoir exécutif. Par exemple, aux Etats-Unis, le Président de la République peut exercer le droit de *veto* pour les lois votées par les Chambres, dans les vingt jours, à partir de la décision prise, pour demander une deuxième délibération. En même temps, la cour suprême américaine peut déclarer

l'inconstitutionnalité des lois votées par les Chambres et promulguées par le Président de la République. Dans ce cas, le tribunal judiciaire semble jouir d'un droit analogue au *veto*, par rapport au pouvoir législatif. Dans le système parlementaire, le droit de *veto* a souvent appartenu à la deuxième Chambre. Par exemple, en Angleterre, si la Chambre des Communes vote les lois, sauf les projets de finances, la Chambre des Pairs peut repousser deux fois les décisions; mais ce projet devient loi s'il est voté une troisième fois. Ce système est comparable au droit de *veto* du Président de la République aux Etats-Unis. En 1919, la constitution allemande de « Weimar » a établi la règle suivante: la loi votée par la Chambre des députés et repoussée par le Sénat, devient loi contre la volonté du Sénat si la Chambre des députés la vote à la majorité des deux tiers et si le Président de la République n'a pas recours au référendum du peuple. Mais le projet ne devient pas la loi, dans le cas contraire et si le Président de la République ne fait pas intervenir le référendum du peuple. Ainsi, nous voyons que la pratique du droit de *veto* ne contrôle point les actes administratifs, mais contrôle les actes législatifs. Là où le droit de *veto* n'existe pas, les législateurs peuvent commettre des excès de pouvoir et confectionner des lois inutiles ou dangereuses. Dans le gouvernement, le *veto* peut être regardé comme une force d'arrêt.

Ce rôle a été rempli, en Chine, à l'époque de

TANG, par l'organe du « Man-Ha-Chan »; l'organe du « Chan-Su-Chan » préparait les ordonnances, qui devaient être acceptées par l'organe de « Man-Ha-Chan »; puis l'on renvoyait ces ordonnances au « Scheng-Su-Chan », pour les faire appliquer. Si le « Man-Ha-Chan » décidait que les ordonnances n'étaient pas opportunes, il les renvoyait au « Chan-Su-Chan ». La décision du « Man-Ha-Chan », qu'on appelait « cachet opposé », avait l'effet même d'un *veto*. A ce moment-là, on considérait ce « cachet opposé » comme un pouvoir de contrôle.

En France, aux XVII^e et XVIII^e siècles, les Parlements devaient enregistrer les ordonnances royales. S'ils ne voulaient pas le faire, ils pouvaient user du droit de remontrances et repousser l'ordonnance du roi jusqu'à une réponse de celui-ci. Ce système était analogue au droit de *veto*. Ainsi, nous pouvons dire qu'un moyen d'arrêt, quel qu'il soit, est nécessaire dans un gouvernement.

Enfin, dans les cinq pouvoirs constitutionnels de la constitution de SUN-YET-SIN, le « Yuan » de contrôle est tout à fait l'imitation du système de la Chambre des Lords en Angleterre et du Sénat en Allemagne. Il doit contrôler le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif. Pour ce faire, nous croyons que le « Yuan » de contrôle doit posséder les attributions suivantes :

1° Le « Yuan » législatif vote les lois qui doivent être envoyées au Président de la République et au

« Yuan » de contrôle; si le « Yuan » de contrôle ne les repousse pas dans les vingt jours qui suivent la notification, le Président de la République peut les promulguer (le Président de la République n'a pas à demander une deuxième délibération). Si le « Yuan » de contrôle ne les admet pas, pour une raison quelconque, il doit les renvoyer avec les motifs du rejet dans les vingt jours de la notification au « Yuan » législatif, pour demander une deuxième délibération. Mais ce projet devient loi, si le « Yuan » législatif vote la loi à la majorité des deux tiers, et si le Président de la République n'en appelle pas au référendum de l'Assemblée des Représentants du peuple. Si le « Yuan » législatif ne vote pas à la majorité des deux tiers et si le Président de la République n'use pas du référendum, ce projet ne peut devenir loi.

2° Les traités diplomatiques sont votés par le « Yuan » législatif, mais le « Yuan » de contrôle doit les examiner; si celui-ci n'exprime pas un avis contraire dans un délai de vingt jours à partir de leur notification, le Président de la République peut les ratifier. Sinon, le Président de la République doit les envoyer au « Yuan » législatif pour demander une deuxième délibération; les traités doivent alors être votés par le « Yuan » législatif à la majorité des deux tiers, et, dans ce cas, le Président de la République pourra les ratifier.

3° Le budget doit être approuvé par le « Yuan » de contrôle. Si le « Yuan » de contrôle découvre

une forfaiture grave, il peut transmettre à la cour suprême de justice et demander une réprimande.

4° Le Président de la République nomme les ministres, les commissaires supérieurs, les préfets et les ambassadeurs; il doit fournir tous les renseignements concernant ces fonctionnaires au «Yuan» de contrôle. Si celui-ci n'exprime pas, dans les quinze jours qui suivent le dépôt des documents, une opinion différente, le Président de la République peut faire les nominations. Ce système est imité de celui du Sénat américain, qui contrôle le Président de la République dans la nomination des ambassadeurs et des secrétaires d'Etat.

5° Quand le Président de la République est accusé de haute trahison, le «Yuan» de contrôle peut demander la réprimande à l'Assemblée des Représentants du peuple. Si celle-ci accepte cette réprimande, le Président de la République doit immédiatement donner sa démission. Si l'Assemblée des Représentants du peuple ne l'accepte pas, le «Yuan» de contrôle doit se dissoudre.

6° Tous les agents administratifs supérieurs et les préfets, coupables d'actes illégaux, peuvent être relevés de leurs fonctions par le «Yuan» de contrôle, qui demande la réprimande à la cour suprême de justice chargée de les juger.

La composition du «Yuan» de contrôle est imitée du système de la Chambre des Pairs; les membres sont au nombre de cinquante au moins et de quatre-vingt-dix neuf au plus: 1° le Président de

la République nomme un cinquième des membres pour six ans; ces membres sont choisis parmi les anciens Présidents de la République, les premiers ministres et les marchands; 2° Le « Yuan » législatif élit les deux cinquièmes des membres pour six ans; 3° Les associations et syndicats élisent les deux derniers cinquièmes pour la même durée.

Le « Yuan » de contrôle n'a pas à s'occuper des comptes, ni des questions financières, besogne accomplie par une administration à part.

4° *Le "Yuan" judiciaire.*

Le pouvoir judiciaire est autonome. Quant au contentieux administratif, il peut appartenir au pouvoir exécutif. Aux Etats-Unis, les trois pouvoirs sont tout à fait séparés; cependant, le contentieux administratif appartient au pouvoir exécutif. On pourrait dire qu'il en est de même en France. Nous proposons que le « Yuan » judiciaire soit un organe indépendant et que le contentieux administratif ne dépende pas de ce « Yuan ». Cette question est d'ailleurs bien moins importante.

Quant au système des tribunaux administratifs, nous désirons qu'il s'améliore notablement. En Chine, à l'heure actuelle, les administrateurs osent faire des actes illégaux, et les tribunaux administratifs les protègent souvent, car les tribunaux administratifs, qui jugent en premier ressort, sont dirigés par les préfets et le gouvernement central,

si bien que les solutions des litiges administratifs n'ont pas un caractère de justice. Au contraire, lorsque les litiges administratifs sont jugés par un tribunal judiciaire ordinaire, les décisions peuvent être prises d'une façon indépendante. En sorte que, si les agents sont reconnus coupables par les tribunaux judiciaires, ils ne pourront plus être protégés comme ils le seraient autrement, par un jugement purement administratif. Nous pensons donc qu'il faut une réforme complète des tribunaux administratifs, en Chine, dans le sens que nous indiquons et qui justifie leur existence.

5° L'Assemblée des Représentants du peuple.

Dans la constitution des cinq pouvoirs, se trouve un point délicat: c'est l'Assemblée des Représentants du peuple. SUN-YET-SIN a dit: « L'Assemblée des Représentants du peuple est déléguée par le peuple pour exercer les quatre pouvoirs directs du peuple (initiative, référendum, révocation, élection). » C'est donc l'Assemblée des Représentants du peuple qui exerce les quatre droits au nom du peuple. Mais dans ce cas, une question très importante se pose, car les quatre pouvoirs du peuple s'exercent indirectement par lui et au contraire directement par ses délégués, si bien qu'en fait, ce sont les délégués qui agissent en dernier lieu. Si les quatre pouvoirs sont exercés par les délégués, on ne peut pas parler, alors, « de pouvoir direct du

peuple ». L'Assemblée des Représentants du peuple est déjà semblable à un parlement. Le pouvoir d'« initiative », de « référendum », de « révocation » doivent être exercés directement par les citoyens (électeurs). S'ils sont exercés par l'intermédiaire des représentants ou d'un organe parlementaire, le caractère de ces droits est tout à fait changé. Le « référendum » devient la « ratification », car le « Yuan » législatif ne fait les lois que si l'Assemblée des Représentants du peuple les vote; c'est certainement là une « ratification ». D'autre part, une question se pose encore, à propos du référendum, qui peut être soit un référendum obligatoire, soit un référendum de pétition, ou sur demande.

Théoriquement, le référendum obligatoire ne peut être employé, car, puisque c'est l'Assemblée des Représentants du peuple qui exerce le référendum, l'organe législatif se transformerait en un parlement de deux Chambres: le « Yuan » législatif et l'Assemblée des Représentants du peuple. Et, comme celle-ci est au-dessus de celui-là, il est à craindre qu'elle n'empiète sur les attributions du « Yuan » législatif, en sorte qu'elle deviendra alors un véritable pouvoir politique.

Si l'on adopte le référendum de pétition ou sur demande, le pouvoir de réclamation appartiendra soit au peuple, soit aux représentants. Si c'est le peuple qui l'exerce, il nomme alors ses représentants qui voteront, et cela ne conduit à rien. Si

c'est au contraire l'Assemblée des Représentants du peuple qui le détient, ce système est inutile, car elle peut utiliser un autre procédé: si elle n'accepte pas à la majorité les lois votées par le « Yuan » législatif, elle peut exercer son droit de demander leur annulation; et si la majorité accepte ces lois, elles seront votées définitivement.

Et le pouvoir d'initiative de l'Assemblée des Représentants du peuple devient alors un pouvoir législatif. Car l'initiative se présente sous deux formes : initiative non formulée ou par motion, et initiative formulée (1). Dans la deuxième forme, c'est l'Assemblée des Représentants du peuple qui fait la loi. Dans la première, le « Yuan » législatif se transforme en comité d'ébauche, puisque c'est lui qui examinera, précisera et déterminera le projet de loi.

En conclusion, si les actes législatifs sont directement faits par le peuple, nous pouvons dire qu'il s'agit véritablement d'un « référendum » ou d'une « initiative ». Si les actes législatifs sont directement faits par les représentants du peuple, on ne peut plus parler d'un véritable référendum, ou d'une véritable initiative : ce n'est qu'un système parlementaire. D'autre part, on peut se demander si les membres de l'Assemblée des Représentants du peuple sont bien différents des membres d'un

(1) V. BARTHELEMY et DUEZ, *Traité de droit constitutionnel*, nouvelle édition, Paris, Dalloz, 1933, p. 113, sur ces deux formes d'initiative.

parlement. Quant au pouvoir de « révocation » de l'Assemblée des Représentants du peuple, il est certainement un « pouvoir de réprimande » ou une « décision de méfiance ». Ce système est différent de celui où le « pouvoir de révocation » est exercé directement par le peuple.

Enfin, quant à l'élection, le suffrage direct et indirect ne sont pas identiques. Le suffrage universel à deux degrés est encore plus différent de celui qui est exercé par le parlement. Ainsi, le pouvoir de suffrage de l'Assemblée des Représentants du peuple a certainement le même caractère que celui d'un parlement. Par exemple, l'élection du Président de la République par l'Assemblée des Représentants du peuple est-elle différente de celle du Comité exécutif suisse par le parlement et de l'élection du Président de la République française par les Chambres ? Si le Président de la République est élu par l'Assemblée des Représentants du peuple, il doit être responsable devant cette Assemblée. Ce système ressemble fort au gouvernement parlementaire, mais il est contraire à l'esprit d'indépendance des cinq pouvoirs constitutionnels. Enfin, les quatre pouvoirs (initiative, référendum, élection, révocation) de l'Assemblée des Représentants du peuple sont exactement les pouvoirs d'un parlement. Il ne faut pas les confondre avec ceux qui émanent directement du peuple.

Aussi, nous proposons que l'Assemblée des Représentants du peuple ne soit pas un organe per-

manent. Les quatre pouvoirs (initiative, référendum, élection, révocation) seront exercés directement par le peuple; il ne faut pas les confier aux représentants. Quand le peuple exercera son droit des quatre pouvoirs, c'est alors seulement que se réunira l'Assemblée du peuple.

Cette opinion est un peu contraire à celle de SUN-YET-SIN. En pratique, c'est elle qui doit triompher et transformer le système de SUN-YET-SIN.

CHAPITRE VI

L'aspect actuel, en Chine, des cinq pouvoirs constitutionnels.

D'après la constitution de 1928, on a établi en Chine cinq « Yuans » pour exercer les cinq pouvoirs constitutionnels. Mais, si, dans la composition actuelle du gouvernement chinois, il y a cinq « Yuans », on ne peut pas dire qu'il y ait cinq pouvoirs. Autrement dit, dans le système actuel, il y a uniquement « un pouvoir constitutionnel », mais non pas « cinq pouvoirs constitutionnels ». En plus des cinq « Yuans » se trouve un « *Conseil de comité du gouvernement populaire* », qui se compose de treize à dix-neuf membres. Ceux-ci élisent le Président représentant la Chine à l'étranger. Toutes les affaires politiques sont décidées par ce « Conseil de comité du gouvernement populaire » et envoyées à chaque « Yuan » pour en assurer l'exécution. Si les cinq « Yuans » se trouvent en conflit, le « Conseil de comité du gouvernement populaire » se charge de le résoudre (art. 12

de la constitution de 1928). Le « Yuan » législatif vote les lois et celles-ci sont promulguées par le « Conseil de comité du gouvernement populaire » (art. 13). Toutes les affaires ordinaires d'administration appartiennent au « Conseil de comité du gouvernement populaire » (articles 2, 4, 9, 10). Nous voyons donc que, dans ce système, le « Yuan » législatif n'est pas un organe indépendant; il n'est qu'un comité technique de consultation. De même, le « Yuan » exécutif n'est pas un organe indépendant d'administration, il n'est qu'un organe exécutif des affaires générales. En même temps, le « Yuan » d'examen et le « Yuan » judiciaire ont perdu leur autonomie. Et le « Yuan » de contrôle ne peut pas exercer son pouvoir sur l'organe suprême du Conseil de comité. Dans ce régime, en Chine, presque tout le pouvoir gouvernemental appartient au Conseil de comité. Les cinq « Yuans » ne sont, de cette façon, que cinq grandes parties du gouvernement. Ils ne sont pas les cinq « Yuans », les cinq pouvoirs indépendants. Nous pouvons ainsi dire qu'il y a un « pouvoir politique » et non pas « cinq pouvoirs politiques ».

Nous osons même dire que ce système est tout à fait contraire à celui des cinq pouvoirs d'après la constitution de SUN-YET-SIN. D'autre part, la délimitation, l'attribution et la responsabilité ne sont pas partagées clairement. Par exemple, les traités diplomatiques doivent être d'abord votés par le « Yuan » législatif, puis envoyés au « Yuan » exé-

cutif pour qu'il en assure l'exécution. Mais actuellement le « Conseil de comité » a le droit d'examiner la décision que doit rendre le « Yuan » exécutif; car le « Conseil de comité » est hiérarchiquement supérieur aux « Yuans » tant législatif qu'exécutif. Ainsi, en 1932, un traité d'armistice fut décidé entre la Chine et le Japon à Shanghai, par le « Conseil de comité » et soumis à la signature du « Yuan » exécutif. Ce traité n'a pas encore été voté par le « Yuan » législatif. A ce moment-là, en effet, ce traité ne donna pas satisfaction au peuple chinois et le « Yuan » de contrôle infligea une réprimande au chef du « Yuan » exécutif, M. WOUN-CHING-WEÏ, en disant que le chef du « Yuan » exécutif avait signé un traité d'armistice qui n'avait pas été voté par le « Yuan » législatif; M. WOUN-CHING-WEÏ, chef du « Yuan » exécutif, fut alors obligé de donner immédiatement sa démission. Mais le « Yuan » de contrôle n'a pu réprimander le « Conseil de comité ». Or, le traité a été voté par celui-ci et non par le « Yuan » exécutif; de sorte que le « Yuan » de contrôle a été dominé par le « Conseil de comité », et ce « Yuan » n'a pu infliger de réprimande au « Conseil de comité ». Nous pouvons alors nous demander si, lorsqu'une décision est votée par le « Conseil de comité », le « Yuan » exécutif peut réclamer auprès du « Yuan » législatif ? ou bien, si le « Yuan » législatif repoussant une décision du « Conseil de comité », le « Yuan » exécutif a le droit de demander une deuxième délibé-

ration du « Conseil de comité », ou peut exercer son droit de *veto* à l'encontre du « Yuan » législatif ? En tous cas, nous sommes bien éloignés du système des cinq pouvoirs de la constitution.

Quant au « Yuan » d'examen, il n'a fonctionné qu'une seule fois, en 1932, pour choisir les agents administratifs. Il n'a pas encore été employé pour nommer les candidats à l'éligibilité. L'Assemblée des Représentants du peuple a été convoquée en 1931 à Nankin. Les représentants n'ont pas été élus directement par le peuple, puisqu'une partie en a été choisie par le bureau du Koumingtong de chaque province et de chaque municipalité ; une autre partie a été élue par les associations ou les syndicats, et une autre a été nommée directement par le Koumingtong central. Cette élection n'émane pas ainsi du peuple proprement dit ; et, d'autre part, les attributions des représentants sont restreintes du fait de l'action du Koumingtong central. Cette Assemblée des Représentants du peuple n'est vraiment pas celle qui a été proposée par SUN-YET-SIN. Le « Yuan » législatif se compose actuellement de cinquante à quatre-vingt-quinze membres au plus ; ils sont nommés par le chef du « Yuan » législatif, et celui-ci est désigné par le « Conseil de comité du gouvernement populaire ». Telle est, en Chine, la composition actuelle du gouvernement. Elle ressemble à celle du système soviétique.

Mais, en Chine, on considère que les cinq pouvoirs de la constitution actuelle n'en sont qu'à « la

période de tutelle politique », et non à « la période de constitution ». Cette opinion nous paraît entièrement fausse. A l'heure présente, on a établi cinq « Yuans » pour essayer d'exercer le système des cinq pouvoirs constitutionnels. Ce que l'on « essaie d'exercer », c'est le système futur qui est mis en œuvre actuellement pour la première fois. Si, au contraire, on essaie d'exercer un autre système, en dehors de la constitution des cinq pouvoirs, la politique fondamentale de l'avenir est compromise, et ce système rencontrera beaucoup d'obstacles. Par exemple, en ce moment, si l'on essayait d'exercer « un pouvoir constitutionnel » quelconque, on éprouverait beaucoup de difficultés pour changer ensuite ce pouvoir unique en cinq pouvoirs constitutionnels. Par conséquent, si on veut essayer le système des cinq pouvoirs, il faut dès maintenant, à l'époque de « tutelle politique », essayer de maintenir l'indépendance des cinq pouvoirs constitutionnels, tout en préparant un projet de constitution pour qu'à la « période constitutionnelle » les législateurs puissent avoir une base certaine.

L'exercice actuel des cinq pouvoirs de la constitution s'oppose aux idées de SUN-YET-SIN. Celui-ci propose les cinq pouvoirs constitutionnels. Mais, ce faisant, propose-t-il un système de cinq pouvoirs absolument indépendants, ou, au contraire, un gouvernement comprenant cinq « Yuans » auprès desquels se trouve encore un « Conseil de comité de gouvernement » comme intermédiaire entre l'As-

semblée des Représentants du peuple et les cinq « Yuans » ? Si l'on adopte cette deuxième interprétation, on doit conclure que SUN-YET-SIN aurait proposé ainsi cinq pouvoirs, plus un pouvoir constitutionnel au-dessus des cinq pouvoirs. Mais ce serait une interprétation erronée. Si on adopte, au contraire, la première interprétation, mais si l'on augmente le nombre des organes, le système des cinq pouvoirs constitutionnels de SUN-YET-SIN perd son caractère et cela entraînera des difficultés pour la constitution future. Nous allons montrer maintenant comment SUN-YET-SIN a été amené à créer l'indépendance des cinq pouvoirs constitutionnels, et en même temps nous pourrions comparer l'ensemble avec le système parlementaire et le système soviétique.

En Chine, on regrette profondément que SUN-YET-SIN (1) n'ait pu préparer un projet détaillé des « cinq pouvoirs constitutionnels ». Cependant, l'étude de ses idées montre clairement ce qu'il pensait de ces « pouvoirs ».

Les cinq pouvoirs constitutionnels de SUN-YET-SIN sont imités des trois pouvoirs constitutionnels américains, et en même temps, s'ajoute l'idée de l'indépendance du « pouvoir d'examen » et du « pouvoir de contrôle ». Ces pouvoirs sont tempérés par les trois pouvoirs directs du peuple : référendum, initiative, révocation.

(1) Mort en 1925.

Le « *Discours* » (1) de SUN-YET-SIN sur les cinq pouvoirs de la constitution met en évidence cette imitation de la constitution des Etats-Unis. Et voici d'autres points importants :

1° SUN-YET-SIN a dit: « La constitution sépare le pouvoir d'autorité en parties et assure à chacune des attributions indépendantes. » C'est le principe de la théorie américaine. En Europe, les auteurs prennent comme point de départ l'idée de constitution, mais non l'indépendance des pouvoirs. En effet, la plupart des Etats vivent sous un régime parlementaire, où les pouvoirs exécutif et législatif sont réunis, malgré les apparences.

2° SUN-YET-SIN, avant d'établir sa constitution des cinq pouvoirs, a tout d'abord étudié la constitution américaine. Il dit: « Dès que je me réfugiai à l'étranger, j'examinai avec attention les constitutions de chaque pays; puis je créai les cinq pouvoirs constitutionnels. » Ceux-ci résultent donc d'une étude approfondie des constitutions de chaque puissance, et en particulier de la constitution américaine. Il ajoute: « Quand les Etats-Unis se détachèrent de l'Angleterre, ils obtinrent une constitution des « Trois pouvoirs » que l'on appela pour cette raison la « constitution écrite ». Puis, beaucoup d'autres Etats entreprirent d'établir une constitution comme principe fondamental d'orga-

(1) Discours politique de 1925.

nisation d'un gouvernement. J'ai étudié cette constitution des Etats-Unis. Depuis la promulgation des « Trois pouvoirs », la constitution américaine a donné toute satisfaction. Les politiciens anglais eux-mêmes disent que cette constitution des « Trois pouvoirs » était une bonne constitution. »

Ce discours de SUN-YET-SIN nous montre clairement son opinion sur la constitution des cinq pouvoirs. Les critiques de tous les pays ayant été favorables à la constitution des « Trois pouvoirs » américains, SUN-YET-SIN les étudia avec attention. Mais SUN-YET-SIN sentait que les trois pouvoirs de la constitution des Etats-Unis n'atteignaient pas encore tout à fait la perfection. Il est frappé par ce qu'il y a de bon dans la constitution, et principalement par le système des trois pouvoirs indépendants. Mais il ne croit pas que ces trois pouvoirs soient suffisants et il se propose de porter leur nombre à « cinq ». SUN-YET-SIN s'intéressa aussi aux quatre pouvoirs constitutionnels d'après HIROSE; celui-ci voulait séparer le pouvoir de réprimande du parlement pour le faire indépendant. SUN-YET-SIN dit à ce propos: « Cette idée de séparation du pouvoir de réprimande du parlement n'est pas parfaite. D'ailleurs, dans son ouvrage *« la Liberté »*, HIROSE se rend compte qu'aux Etats-Unis, les trois pouvoirs constitutionnels ne sont pas suffisants ; maintenant, on veut chercher un moyen pour compléter ce système. »

L'un et l'autre n'étant pas satisfaits de ces trois

ou quatre pouvoirs, HIROSE adopte quatre pouvoirs indépendants, et SUN-YET-SIN établit sa constitution des cinq pouvoirs. Sans aucun doute, la création des cinq pouvoirs de la constitution est une imitation des trois pouvoirs indépendants de la constitution des Etats-Unis.

3° SUN-YET-SIN dit que l'idée des trois pouvoirs constitutionnels, telle la constitution des trois pouvoirs indépendants des Etats-Unis, est une « idée peu appliquée ». Maintenant, en Chine, on pense, au contraire que cette idée est très connue, et l'on considère, en Angleterre et en France, les trois organes (législatif, exécutif, judiciaire), comme trois pouvoirs indépendants. Telle n'était pas l'opinion de SUN-YET-SIN quand il parlait des trois pouvoirs constitutionnels. SUN-YET-SIN distinguait clairement l'esprit des trois pouvoirs constitutionnels et celui des autres constitutions anglaise ou française, par exemple. Il disait: « Une constitution a d'abord été créée en Angleterre. Depuis la Grande Révolution, on a partagé les pouvoirs du roi, qui sont devenus peu à peu des pouvoirs ordinaires que l'on a considérés comme trois pouvoirs indépendants. Mais le peuple anglais ignore ce qu'on entend par trois pouvoirs indépendants. Dans « *L'Esprit des Loïs* », MONTESQUIEU créait la théorie des trois pouvoirs indépendants et proposait une indépendance du « pouvoir exécutif », du « pouvoir législatif » et du « pouvoir judiciaire ». Ensuite, les partis politiques anglais se développè-

rent peu à peu, si bien que le système primitif a été transformé considérablement. Maintenant, la constitution anglaise n'est pas un système de trois pouvoirs indépendants, c'est seulement « un pouvoir constitutionnel ». En Angleterre, le Parlement exerce un pouvoir dictatorial sur la politique. MONTESQUIEU a établi la théorie des trois pouvoirs indépendants de la constitution, et la constitution élaborée lors de la révolution des Etats-Unis a été basée sur la théorie des trois pouvoirs indépendants de MONTESQUIEU. »

SUN-YET-SIN considère le système actuel de la politique anglaise comme « un pouvoir constitutionnel » ; il a montré que le système parlementaire n'est pas constitué par trois pouvoirs constitutionnels. Les cinq pouvoirs constitutionnels ou les trois pouvoirs constitutionnels ne sont pas seulement cinq organes ou trois organes, ce sont cinq pouvoirs indépendants ou trois pouvoirs indépendants. Autrement dit, les cinq ou trois pouvoirs constitutionnels ont une même base, c'est-à-dire que les deux constitutions où ils sont adoptés ont accepté le même principe de séparation des pouvoirs, qui est absolument différent du système parlementaire et du système soviétique.

4° SUN-YET-SIN a expliqué comment les cinq pouvoirs constitutionnels peuvent être rendus indépendants au sein du gouvernement. Il dit à ce sujet : « Les cinq pouvoirs constitutionnels divisent les pouvoirs entre le « législatif », l'« exécutif », le

« judiciaire », l'« examen » et le « contrôle »; et chaque pouvoir est absolument indépendant. » Il ajoute: « Ces cinq pouvoirs de la constitution annulent le pouvoir du roi qui représentait les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. Le pouvoir exécutif est assuré par un Président de la République; le pouvoir législatif est donné à un parlement; le pouvoir judiciaire est constitué par les juges; tous ont la même indépendance que le pouvoir d'examen et le pouvoir de contrôle. »

Dans le discours où nous avons relevé les idées précédentes, SUN-YET-SIN se propose d'imiter, au moyen des pouvoirs exécutif, législatif, judiciaire, le système américain. Dans les cinq pouvoirs constitutionnels, le Président de la République est un chef du « Yuan » exécutif; mais il n'est pas considéré comme le chef de l'Etat comme l'est le Président de la République française, et il ne doit pas être, comme le Président actuel du Gouvernement populaire, au-dessus des chefs des cinq « Yuans ». Dans le discours sur les cinq pouvoirs constitutionnels et le pouvoir du peuple, SUN-YET-SIN insiste souvent sur la « séparation » des cinq pouvoirs constitutionnels; mais il n'a jamais proposé un conseil de comité du gouvernement au-dessus de cinq « Yuans ». Par conséquent, la composition actuelle du gouvernement populaire en Chine n'est pas conforme à l'opinion de SUN-YET-SIN.

Le système de SUN-YET-SIN de séparation des cinq pouvoirs constitutionnels est évidemment dif-

férent des systèmes parlementaire et soviétique. Le gouvernement populaire actuel affiche un système de séparation des pouvoirs, alors qu'en réalité il comprend cinq « Yuans ». Cette constitution des cinq pouvoirs ressemble donc plutôt au système parlementaire ou au système soviétique. Nous n'avons pas à critiquer ces systèmes. Mais si le système de la constitution des cinq pouvoirs a les mêmes caractères que les systèmes parlementaire ou soviétique, cela ne saurait durer longtemps, et les cinq pouvoirs constitutionnels ne pourront subsister. Nous allons chercher maintenant les points qui différencient nettement les cinq pouvoirs constitutionnels des systèmes parlementaire et soviétique.

Si la constitution actuelle des cinq pouvoirs présente le caractère d'un système parlementaire, le « pouvoir d'examen » et le « pouvoir judiciaire » sont peut-être relativement indépendants; mais l'indépendance du « pouvoir de contrôle » n'existe pas; car, dans le système parlementaire, le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif sont réunis. Dans ces conditions, le contrôle de l'un ou de l'autre est naturellement nul. Par exemple, en Angleterre, à la fin du XVII^e siècle et au début du XVIII^e siècle, le système parlementaire n'était pas encore tout à fait établi. Le Parlement exerçait alors le pouvoir de réprimande sur les ministres. En même temps, le roi pouvait exercer son droit de *veto* sur le Parlement. Après le XVIII^e siècle, le gouvernement

parlementaire se consolida peu à peu, de sorte que le pouvoir de réprimande du Parlement et le droit de *veto* du roi disparurent en même temps. Maintenant, ces deux pouvoirs de contrôle (*veto* et réprimande) sont tombés dans l'oubli. D'autres Etats à gouvernement parlementaire ont une constitution comprenant un pouvoir de réprimande. Mais, pratiquement, il ne s'est pas exercé. Cependant, quand le parlement veut renverser le cabinet ministériel, il vote un ordre de méfiance. Ainsi, dans les gouvernements parlementaires actuels, il n'y a plus de pouvoir de contrôle indépendant. Dans la constitution des cinq pouvoirs de SUN-YET-SIN, le pouvoir de contrôle est tout à fait indépendant. Mais si cette constitution prend la forme d'un gouvernement parlementaire, les décisions du « Yuan » législatif et du « Yuan » exécutif peuvent annuler celle du pouvoir de contrôle. En effet, si le « Yuan » exécutif a la confiance du « Yuan » législatif, et si en même temps il est l'objet d'une réprimande du « Yuan » de contrôle, nous nous demandons ce qu'il arrivera. Si l'on veut respecter l'indépendance du pouvoir de contrôle, le système du gouvernement parlementaire doit être écarté. Si l'on maintient l'esprit du système du gouvernement parlementaire, le pouvoir de contrôle est paralysé. Par conséquent, l'indépendance du pouvoir de contrôle et le gouvernement parlementaire sont inconciliables. Nous ne pouvons donc pas, dans la constitu-

tion des cinq pouvoirs, accepter le système du gouvernement parlementaire.

La constitution des cinq pouvoirs est absolument contraire au système soviétique. La composition actuelle du gouvernement populaire, en Chine, est comprise un peu comme celle du système soviétique. Ce système est purement un « pouvoir politique ». Dans le système soviétique, l'organe de souveraineté est l'Assemblée soviétique, qui a la première place, le comité exécutif la deuxième et le comité du peuple ne vient qu'en dernier. Le comité exécutif est un organe législatif; le comité du peuple est un organe administratif, dont le pouvoir exécutif appartient au pouvoir législatif. Ce système peut s'appliquer à l'état du « Triple Démisme » en ce qui concerne d'autres questions, mais il ne s'applique jamais dans le système des cinq pouvoirs constitutionnels. En Chine, dans la composition actuelle du gouvernement populaire, un danger peut survenir du fait qu'un système soviétique peut prendre la première place, tandis que le système des cinq pouvoirs constitutionnels serait relégué à la dernière. Alors, le système soviétique dominerait celui des cinq pouvoirs constitutionnels. Si ce système est maintenu, nous pouvons craindre que la composition du gouvernement populaire ne donne à l'Assemblée des Représentants du peuple un pouvoir prépondérant; le Conseil de comité du gouvernement viendrait ensuite, et enfin s'organiseraient les cinq « Yuans ».

Nous n'avons pas l'intention de rechercher si ce système est bon ou mauvais. Mais nous nous demandons ce qu'il peut arriver : 1° Dans ce système, de quelles affaires s'occupera le « Yuan » législatif ? Le Conseil de comité du gouvernement étant au-dessus du « Yuan » législatif, toutes les affaires législatives sont réglées par le Conseil de comité, et alors, le « Yuan » législatif n'est seulement qu'un bureau de consultation des lois. 2° Le pouvoir de contrôle perd aussi sa puissance, car le « Yuan » de contrôle ne peut jamais exercer le pouvoir de réprimande sur l'organe suprême, le Conseil de comité du gouvernement populaire. Il ne peut donc exercer, à la rigueur, un pouvoir de réprimande que sur les fonctionnaires de chaque « Yuan ». 3° Le « Yuan » exécutif n'est qu'un organe appartenant au Conseil de comité du gouvernement populaire, il ne peut pas être un organe exécutif indépendant. En somme, la composition actuelle du gouvernement populaire, en Chine, se double d'un système soviétique, au-dessus de la constitution des cinq pouvoirs. Celui-ci annule certainement la puissance des cinq pouvoirs et en même temps, les cinq « Yuans » sont paralysés. La constitution des cinq pouvoirs est donc nettement en lutte avec le système soviétique.

Les cinq pouvoirs constitutionnels sont imités du système des trois pouvoirs indépendants; et ils s'opposent au système du gouvernement parlementaire et au système soviétique. Nous pouvons affir-

mer que le seul projet utile de mise en pratique des cinq pouvoirs constitutionnels doit être conforme à ce que nous avons dit au chapitre précédent. L'organe de souveraineté est l'Assemblée des Représentants du peuple; ensuite viennent le « Yuan » législatif, le Président de la République, le « Yuan » judiciaire et le « Yuan » de contrôle. Quant au « Yuan » d'examen, il peut exister sous la forme d'un comité provisoire pour exercer le pouvoir d'examen. C'est de cette façon que, en théorie et en pratique, doit être comprise la constitution des cinq pouvoirs de SUN-YET-SIN, pour que l'application en soit convenable.

CONCLUSION

SUN-YET-SIN a créé la constitution des cinq pouvoirs sans en préciser entièrement les détails. Si l'on ne comprend pas l'esprit des cinq pouvoirs constitutionnels et si l'on ne suppose pas certaines conditions pour la préparation de la mise en pratique, nous craignons que, lorsqu'on exercera ces cinq pouvoirs constitutionnels, ceux-ci ne se heurtent à beaucoup de difficultés : soit qu'ils se paralysent mutuellement, soit qu'ils se transforment en un autre système politique.

Dans cette thèse, nous n'avons étudié que l'esprit des cinq pouvoirs constitutionnels de SUN-YET-SIN, dont le but est de résoudre les difficultés de la démocratie, et en même temps de protéger le pouvoir du peuple. Quant au gouvernement de la constitution des cinq pouvoirs, il doit être établi pour arbitrer les débats entre le capitalisme et le prolétariat. Le système de la pratique des cinq pouvoirs constitutionnels n'est ni un système soviétique, ni un système parlementaire; il est absolument un système d'indépendance de chaque pouvoir dans la constitution. Si l'on tient compte de ces idées pour étudier la constitution des cinq pouvoirs et pour l'exercer suivant les vœux de SUN-

YET-SIN, l'esprit et la valeur des cinq pouvoirs constitutionnels ne peuvent disparaître.

Nous espérons qu'ainsi comprise, la constitution des cinq pouvoirs apportera au gouvernement chinois la stabilité nécessaire au développement intellectuel et économique de la Chine.

VU :

Le Président de la thèse,
A. GUILLOIS.

VU :

Le Doyen de la Faculté de Droit,
A. GUILLOIS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Dijon, le 18 Avril 1934.

Le Recteur de l'Académie de Dijon,
J.-E. SPENLÉ.

BIBLIOGRAPHIE

- DUGUIT. — *Traité de droit constitutionnel*, 5 volumes, Paris, 1925.
- BARTHÉLEMY et DUEZ. — *Traité de droit constitutionnel*, nouvelle édition, Paris, Dalloz, 1933.
- HAURIOU. — *Précis élémentaire de droit constitutionnel*, Paris, 1930.
- DUGUIT et MONNIER. — *Les constitutions et les principales lois politiques de la France depuis 1789*, Paris, 1924.
- ESMEIN et NEZARD. — *Droit constitutionnel français et comparé*, 2 volumes, Paris, 1928.
- J.-R. et P. DARESTE. — *Les constitutions modernes*, 5 volumes, Paris, 1928.
- ROUSSEAU. — *Le contrat social*, Paris, 1896.
- MONTESQUIEU. — *L'esprit des lois*, Londres, 1757.
- CARRÉ DE MALBERG. — *Théorie générale de l'Etat*, Paris, 1922.
- SUN-YET-SIN. — *Récit de danger à Londres*, Shanghai 1897. (Ecrit en anglais par SUN-YET-SIN, à Londres.)
— *Le Triple Démisme*, Shanghai, 1924. (Traduction française par Pascal M. d'ELIA, S. J.)
— *Œuvres complètes*, 4 volumes, Kang-Y, Shanghai, 1927 (en chinois).
- TCHEN-YIN-TCHO. — *La constitution des cinq pouvoirs*, Canton, 1925 (en chinois).
- K. N. TSU. — *Etude de la doctrine de SUN-YET-SIN*, Shanghai, 1928 (en chinois).
- G. K. LO. — *Les origines fondamentales de la démocratie*, Shanghai, 1932 (en chinois).
- Règles actuelles du gouvernement national chinois*, 2 volumes, publiés par les soins de la Librairie Commerciale Shanghai, 1929 (en chinois).
- S. K. WANG. — *Droit constitutionnel comparé*, Shanghai 1930 (en chinois).
- TCHEN-SHI. — *Histoire de la révolution chinoise*, Shanghai, 1930 (en chinois).
- S. K. CHANG. — *Histoire du « Koumingtong », de 1897 à 1928*, Shanghai, 1932 (en chinois).
- WU-SAO-TONG. — *Sun-Yet-Sin: sa vie et sa doctrine*, Paris, 1929.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	5
INTRODUCTION	7
CHAPITRE I. — <i>La doctrine constitutionnelle des cinq pouvoirs</i>	13
CHAPITRE II. — <i>La doctrine des cinq pouvoirs constitutionnels devant le droit</i>	17
CHAPITRE III. — <i>L'esprit des cinq pouvoirs constitutionnels</i>	25
CHAPITRE IV. — <i>La mise en pratique des cinq pouvoirs constitutionnels. — Le pouvoir d'examen</i>	47
CHAPITRE V. — <i>La mise en pratique des cinq pouvoirs constitutionnels (suite)</i>	67
I. Le « Yuan législatif »	67
II. Le « Yuan exécutif » : le Président de la République	70
III. Le « Yuan de contrôle »	71
IV. Le « Yuan judiciaire »	79
V. L'Assemblée des Représentants du peuple..	80
CHAPITRE VI. — <i>L'aspect actuel, en Chine, des cinq pouvoirs constitutionnels</i>	85
CONCLUSION	101
BIBLIOGRAPHIE	103

